

FORUM AFRICAÏN D'INVESTISSEMENT AU CAIRE:

**L'Algérie plaide pour un cadre juridique favorisant l'investissement**

P. 6

ALGÉRIE:

**Le taux d'inflation à 2,2% sur un an en octobre 2019 selon l'ONS**

P. 7

UNIVERSITÉ - RECHERCHE :

**Innovation: nécessité de création de centres de recherche au sein des entreprises**

P. 6

**PRÉSIDENTIELLE DU 12 DÉCEMBRE**

## Les attentes socio-économiques dominent les promesses électorales

La campagne électorale pour la Présidentielle du 12 décembre prochain boucle sa première semaine avec un chassé-croisé des cinq candidats, en déplacement un peu partout sur le territoire national, en quête des faveurs des électeurs. Alors que l'autorité nationale indépendante des élections affirme que la campagne se déroule "dans le calme et la sérénité la plus totale", que les services de l'Etat redoublent d'efforts pour réunir les meilleures conditions de déroulement du scrutin, les cinq candidats mènent une "offensive de charme" coup de promesses bâties sur les nombreuses attentes socio-économiques des citoyens. Pp. 3-4-5

DK News



**PALAIS DE LA CULTURE MOUFDI ZAKARIA**

**Inauguration aujourd'hui du Salon international du tourisme (SITEV)**

P. 2

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION  
**8 morts et 42 blessés en 48 heures**

P. 6

OUARGLA:  
**Près d'une quarantaine d'entreprises attendues au salon international de production et d'exportation**

P. 7

**SANTÉ**

**Les risques cachés des déodorants en spray**

P.p 12-13

**F**  **TBALL**

LIGUE 1 (11<sup>E</sup> JOURNÉE):  
**Le CR Belouizdad prend les commandes**

P. 22



**MDN**

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

**4 bombes artisanales détruites à El Djelfa et Souk-Ahras**

P. 24

## KHENCHELA Portes ouvertes sur l'emploi

L'antenne de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANEM) de Khenchela, organise aujourd'hui au niveau de la faculté des lettres et des langues de l'université Abbes-Laghrour, des portes ouvertes sur l'emploi et les activités de l'ANEM. Les étudiants sont invités à participer en masse pour s'informer sur les possibilités qu'offre l'ANEM en matière d'emploi et de placement des demandeurs au sein des entreprises.



## ACCIDENTS DE LA CIRCULATION 8 morts et 42 blessés en 48 heures



Huit personnes ont trouvé la mort et quarante-deux autres ont été blessées dans dix accidents de la circulation enregistrés durant les dernières 48 heures au niveau national, selon un bilan établi hier par les services de la Protection civile.

Selon le même bilan, trois personnes sont mortes intoxiquées par le monoxyde de carbone CO, dont deux à El Harrach wilaya, à Alger, et une autre à Boussaâda, dans la wilaya de M'Sila. Dans le même cadre, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer des soins à 67 personnes incommodées par le monoxyde de carbone CO émanant des appareils de chauffages et chauffe bains, à travers les wilayas de Batna (11), Sidi Bel Abbes (8), Bordj Bou Arreridj (12), Médéa (4), Boumerdes (5), El Bayadh (5), Oum El Bouaghi (12), Relizane (4) et Sétif (6), précise la même source.

## CE MATIN AU MUSÉE NATIONAL DU MOUDJAHID Enregistrement de témoignages



Le musée national du moudjahid, organise ce matin à partir de 10h, la 417<sup>e</sup> rencontre élargie aux directions et musées régionaux, consacrée à l'enregistrement de témoignages sur la guerre de libération nationale. La rencontre portera sur «La prise en charge des moudjahidine par les citoyens».

## VENDREDI À STAOUËLI Inauguration de l'OM School

L'Olympique de Marseille, procédera vendredi 29 novembre à partir de 19h, à l'inauguration de son école de formation «OM School» sise à Staouéli. Au programme de cette soirée : présentation des joueurs, du directeur technique et des légendes du club suivi d'une projection sur grand écran du match OM-Brest.



## MARDI AU TNA Casting pour les besoins d'une pièce de théâtre pour enfants

Dans le cadre de la réalisation d'une pièce de théâtre destinée aux enfants, le Théâtre national algérien (TNA), organise un casting mardi 26 novembre à partir de 9h30 à la salle Hadj Omar. Les enfants âgés entre 13 et 17 ans ainsi que tout artiste qui imite le personnage de «Hadidwan» sont concernés.



## PALAIS DE LA CULTURE Inauguration du Salon international du tourisme (SITEV)

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Abdelkader Benmessaoud, présidera aujourd'hui, au Palais de la culture «Moufdi-Zakaria», la cérémonie d'inauguration de la 20<sup>e</sup> édition du Salon international du tourisme et des voyages (SITEV 2019).



## ENVIRONNEMENT ET ENERGIES RENOUVELABLES Zerouati à Aïn Defla



La ministre de l'Environnement et des Energies Renouvelables, Fatma Zohra Zerouati, effectuera aujourd'hui une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Aïn Defla. La ministre se rendra demain dans la wilaya de Annaba.

## CNDH Session de formation au profit des éléments de la police judiciaire

En collaboration avec l'Organisation de réforme pénale au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, le Conseil national des droits de l'homme (CNDH), organise ce matin à partir de 8h à l'hôtel l'Olympic de Dely Ibrahim, une session de formation avec au profit des éléments de la police judiciaire.

## OPÉRA D'ALGER Inauguration d'une galerie d'art

L'Opéra d'Alger Boualem Bessaih, procédera ce soir à partir de 18h, à l'inauguration de sa galerie d'art. A cette occasion, une première exposition intitulée "La Serbie vue par des artistes algériens" sera organisée.



## CE MATIN À L'ÉCOLE NATIONALE DE SANTÉ MILITAIRE 7<sup>e</sup> journée de diabétologie de l'HCA



L'École nationale de santé militaire de Aïn Naâdja, organise aujourd'hui, la 7<sup>e</sup> journée de diabétologie de l'HCA (Hopital central de l'armée). Cette journée sera consacrée à la relation entre les maladies chroniques et la nutrition.

## SKIKDA Campagne de dépistage du diabète

La Direction de la Santé, de la Population et de la Réforme Hospitalière de la wilaya de Skikda, organise aujourd'hui au niveau de la polyclinique Ourlilani Fatma Zohra, une campagne de dépistage précoce du diabète destinée à tous les citoyens âgés de plus de 35 ans. Cette campagne se poursuivra jusqu'au 26 novembre.



## PARC NATIONAL DE THENIET EL HAD (TISSEMSILT) Le loup africain doré victime de la chasse



C'est avec une grande amertume et une consternation que les agents du parc national de Theniet El Had (wilaya de Tissemsilt), ont annoncé hier la découverte de la dépouille d'un loup africain doré abattu par des chasseurs avec une arme à feu. Visiblement touché par cette horrible découverte, les agents du parc ont partagé des photos de l'animal accompagné d'un commentaire dénonçant ces pratiques et appelant au respect de la faune et de la flore.

## GENDARMERIE NATIONALE Campagne contre les accidents de la circulation

Une campagne de sensibilisation a été lancée par les services de gendarmerie nationale à Tipasa en vue de la réduction des accidents de la route et l'ancrage d'une culture de sécurité routière. La campagne a été lancée par la brigade de sécurité routière, relevant du Groupement territorial de la gendarmerie nationale de la wilaya, au profit des usagers de l'autoroute Bou Ismail -Tipasa, au niveau de l'aire de repos du "tombeau de Mauritanie", sous le slogan "durant le mauvais temps conduisez avec prudence pour éviter le danger". Selon la chargée de la communication auprès du Groupement de la gendarmerie nationale, le lieutenant Yasmine Bouziane, l'opération est inscrite au titre des "efforts continus" du Commandement de la gendarmerie nationale visant "le renforcement de la sécurité routière au niveau de la totalité des axes et routes du pays, dans un but de réduction des accidents à leur niveau", a-t-elle indiqué. Elle a notamment souligné la coïncidence de cette campagne, qui se poursuivra jusqu'au 5 décembre prochain, avec cette période de l'année, connue pour ses intempéries, en vue, a-t-elle dit, de "sensibiliser les usagers de la route sur les risques liés à la conduite durant le mauvais temps", a-t-elle expliqué. Le lieutenant Bouziane a, par la même, signalé la mise à disposition des usagers de la route, du numéro vert "1055" et du site web "tariki.dz", aux fins de s'enquérir de l'état des routes en temps réel", a-t-elle informé.



## PRÉSIDENTIELLE 2019 :

## Les candidats promettent l'ouverture de l'économie et la relance du développement dans le Sud

Les candidats à la présidentielle du 12 décembre ont focalisé, vendredi, leur discours pour le compte du 6<sup>ème</sup> jour de la campagne électorale, sur l'économie, promettant son ouverture tout en s'engageant à relancer le développement dans le Sud et à gagner la bataille de la sécurité alimentaire.

Depuis El-Bayadh où il a tenu un meeting, M. Bengrina a relevé l'importance de "gagner la bataille de la sécurité alimentaire pour préserver la souveraineté et la stabilité de l'Algérie", qui n'est pas en mesure, selon lui, de "subvenir à tous les besoins alimentaires du peuple en cas de crise".

Il a estimé qu'il était "quasiment impossible" de maintenir le cap plus de 3 mois d'où l'impératif d'assurer, a-t-il dit, les besoins alimentaires du pays.

Le candidat à la présidentielle a, à ce propos, rappelé que la wilaya d'El-Bayadh dispose d'atouts considérables pour assurer la sécurité alimentaire du pays.

Le président du mouvement El Bina a soutenu, s'adressant à des citoyens non enclins à la tenue de l'élection présidentielle, que le refus de cette consultation populaire serait synonyme d'une "période de transition".

Abondant dans le même sens, le candidat du Front Al-Moustakbal a réaffirmé son engagement à libérer l'économie et les initiatives, appelant les citoyens à ne pas prêter oreille aux discours d'intimidation. Pour lui, l'Algérie "ne traverse pas



une crise financière, elle dispose de tous les moyens pour réaliser la prospérité à son peuple". Le candidat à la magistrature suprême n'a pas manqué de souligner, toutefois, l'importance de choisir un dirigeant de la génération post-indépendance parmi ceux qui ont "les mains propres et la compétence nécessaire" pour mener le pays à bon port, promettant d'ouvrir de grands chantiers de réformes pour asseoir un Etat où le peuple constituerait la seule source du pouvoir.

Selon M. Belaïd, cette génération est appelée à démontrer qu'elle est en mesure de porter et de rester fidèle au serment de l'Algérie, s'engageant à l'occasion, pour l'ouverture, en cas de

victoire, "de grands chantiers de réformes avec la participation de tous en vue d'asseoir un Etat où le peuple constituerait la seule source du pouvoir".

Mettant à profit sa présence dans la wilaya d'Illizi où il a organisé un meeting, le candidat du parti du Rassemblement national démocratique (RND), Azzedine Mihoubi a axé son discours électoral sur son projet "rêve du Sahara" qui vise à relancer le développement dans la Région. Il a estimé que le Sud constitue l'alternative réelle de l'Algérie pour les décennies à venir, relevant les potentialités dont dispose la Région, notamment dans les secteurs de l'agriculture, du tourisme et de l'énergie solaire. Le

candidat à la présidentielle a fait savoir, à ce propos, que son projet prévoit la création d'une agence nationale de l'investissement des régions du Sud, qui consiste à étudier les différents projets d'investissement. M. Mihoubi n'a pas manqué, cependant, d'insister sur l'importance de la tenue de l'élection présidentielle, précisant que l'Algérie se dirige vers une élection décisive.

"Polémiquer quant à sa tenue est une question dépassée", a-t-il dit. Le postulant à la magistrature suprême a souligné, à ce propos, qu'il est impossible d'ignorer les doléances du peuple consistant à aller vers des réformes politiques et économiques.

## Les candidats préconisent une "refonte" du système de santé

Les cinq (05) candidats engagés dans la course électorale, pour le compte de la présidentielle du 12 décembre prochain, promettent à leurs potentiels électeurs "un accès à la santé pour tous", préconisant une "refonte" du système national de santé à travers une batterie d'actions allant notamment dans le sens de la modernisation et de l'efficacité de celui-ci.

Dans cet ordre d'idées, le candidat Abdelkader Bengrina, qui a inclut le secteur de la santé parmi les "priorités" de son programme électoral, propose une série de mesures pour redresser le système sanitaire, à commencer par "un dialogue national" impliquant l'ensemble des acteurs concernés et devant aboutir à "une vision stratégique" de la santé publique.

Il suggère, en outre, la révision des dispositions réglementaires régissant le secteur, y compris la nouvelle loi sanitaire péchant, à ses yeux, par "un manque de débat académique et professionnel", tout en préconisant également "la complémentarité" entre les secteurs public et privé ainsi que le renforcement des capacités d'accueil des établissements hospitaliers.

L'utilisation des nouvelles technologies, la mise en place d'un système de veille sanitaire, la promotion de la production nationale médicamenteuse, le renforcement du rôle du médecin de famille, l'amélioration de la vie sociale des personnels de la santé ainsi que la formation des ressources humaines, sont autant d'autres axes du programme électoral de M. Bengrina dans son chapitre consacré à la santé.

Le candidat Ali Benflis promet, quant à lui, de faire de ce secteur "une priorité nationale", en considérant "urgent" de le réformer par la mise en place d'un système de santé "performant, moderne et de qualité pour tous".

Il s'est également engagé à "bâtir un système de santé et de sécurité sociale performant et de qualité pour tous". Ainsi, Il s'engage à mettre davantage l'accent sur la médecine préventive et de proximité ainsi qu'à la santé environnementale, tout en préconisant notamment le développement de structures spécialisées dédiées aux maladies chroniques, neuro-dégénératives et à la gériatrie.

Ceci, en plus de la création d'une Haute autorité de Planification et de Contrôle de la santé, la promotion de la recherche médicale et scientifique en milieu hospitalo-universitaire, la modernisation du système de la Sécurité sociale, la révision de la carte sanitaire et du service civil ainsi que le soutien à la production nationale de médicaments.

"L'accès à des soins de qualité pour tous" figure également dans le programme électoral du candidat Abdelmadjid Tebboune qui promet une hausse du budget de ce secteur qui sera, soutient-il, consacré à l'édification d'établissements hospitaliers, de structures d'urgence et à "l'élimination" des pathologies transmissibles, tout en annonçant la réduction des taux de mortalité infantile et maternelle.

Il s'agit de "travailler dans le sens d'une solution "définitive" au problème de la disponibilité du médicament fait également partie des engagements électoraux de l'ancien Premier ministre.

Ceci, en sus de la numérisation du système de santé, la révision du service civil, la revalorisation de la profession médicale ainsi que la consécration des normes internationales pour l'ensemble des indicateurs référentiels de santé publique, à l'horizon 2030.

Consacrer le droit des citoyens à "la même prise en charge" à travers le territoire national ainsi que la réalisation de pôles régionaux et de caravanes sanitaires pour les régions enclavées constituent les principaux axes du programme électoral du candidat Belaïd Abdelaziz.

De plus, ce dernier entend "impliquer" le secteur privé dans la mise en œuvre des programmes nationaux de prévention ainsi que la généralisation de la contractualisation avec ce dernier, tout en proposant des "incitations" aux médecins exerçant dans les régions enclavées ainsi que l'élargissement de la carte Chiffa aux prestations liées aux analyses et autres radiographies.

Sur les "15 engagements stratégiques" qu'il s'est tracé durant sa campagne électorale, le candidat Azzedine Mihoubi a consacré un chapitre au secteur de la santé dans lequel il promet également "un accès à la santé pour tous" et ce, à travers des "dispositifs innovants et adaptés aux contraintes locales".

Outre le maintien de la gratuité des soins, M. Mihoubi suggère l'élaboration d'une "carte sanitaire" comme un outil de planification du secteur à même d'assurer "une mise en adéquation de l'offre et de la demande de soins", tout en prévoyant la "modernisation des modalités de financement" du secteur et le lancement d'un programme national de mise à niveau des hôpitaux publics.

De plus, il soumet l'idée d'un comité d'experts chargé de définir "une nomenclature unifiée" des actes de soins, la création de pôles régionaux pour la santé maternelle et infantile, la révision des modalités d'accès aux études dans les filières médicales, ainsi que l'ouverture d'universités privées pour l'enseignement de celles-ci.

Le déploiement d'un programme spécifique pour les personnes âgées, la généralisation du principe du tiers-payant, en lieu et place du remboursement à postériori ainsi que la mise à contribution des compétences, parmi les cadres retraités, pour des missions spécifiques, figurent aussi parmi les projections du candidat Mihoubi pour l'Algérie de l'après-12 décembre.

APS

## La presse nationale relève "l'offensive de charme" des candidats au 6<sup>ème</sup> jour de la campagne électorale

La presse nationale paraissant ce samedi a relevé "l'offensive de charme" des candidats à la présidentielle du 12 décembre prochain, mettant en exergue le foisonnement des promesses et des engagements des cinq postulants pour une "Algérie meilleure, prospère et démocratique".

Dans ce sens, le quotidien Midi Libre est revenu sur cette "offensive de charme des candidats", reprenant dans le détail leurs promesses.

Ainsi, Azzedine Mihoubi a plaidé pour "le développement de l'activité économique et les échanges commerciaux dans l'extrême Sud du pays", Abdelmadjid Tebboune s'est engagé à "criminaliser l'argent sale", alors que Benflis s'engage, selon cette publication, à "consacrer la bonne gouvernance". Abdelaziz Belaïd s'est intéressé à la "relance de l'Union du Maghreb arabe" au moment où Abdelkader Bengrina se proclame "du Hirak". Le quotidien El Moudjahid a largement couvert les sorties médiatiques des cinq candidats, lesquels continuent de sillonner le pays tout en multipliant les promesses de sortie de crise, alors que le Temps d'Algérie a estimé que la campagne a pris, à son 6<sup>ème</sup> jour "une longueur d'avance".

Dans le même sillage, le quotidien Horizons qui a relevé que les jeunes représentent "le premier centre d'intérêt des candidats", a écrit dans son commentaire que les cinq postulants à la magistrature suprême mesurent tout à fait le défi consistant à sortir le pays de la crise "d'autant que l'heure des

promesses creuses est révolue. De son côté, L'Expression a préféré focaliser sur les promesses des candidats de "récupérer les fonds détournés vers l'étranger", titrant ainsi son commentaire "L'assaut du trésor caché".

"La récupération de l'argent illicitement transféré à l'étranger reste une question très intéressante dès lors qu'elle restitue le sentiment partagé par la majorité des Algériens, sauf que nous sommes dans un contexte de promesses à la fois politiques et électoralistes.

La réalité du terrain est tout autre", a écrit L'Expression, qui "est interrogé par ailleurs sur le montant de l'argent dilapidé. Le quotidien arabophone Echorouk s'est également attardé sur les promesses des candidats qui se sont engagés "récupérer l'argent illicitement détourné surtout que les recettes en hydrocarbures du pays s'amoindrissent à cause de l'instabilité et de la chute des prix du pétrole".

La même publication a estimé dans son commentaire que "les Algériens ont besoin d'un discours pragmatique afin d'éviter les erreurs des vingt dernières années ayant vu la bande dilapider les richesses du pays".

Le quotidien El Massa qui a consacré plusieurs articles à la campagne électorale, a mis en avant les promesses et les engagements des candidats, alors qu'El Hayat a souligné l'appel unanime des cinq candidats à "organiser des élections libres, honnêtes et dans la transparence", tout en précisant que "voter demeure la seule solution à la crise que traverse

le pays". De son côté le quotidien Les Débats est revenu sur les assurances de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) concernant "le déroulement de la campagne électorale dans le calme et la sérénité la plus totale", faisant part du "souhait" de l'ANIE que la campagne "se poursuive dans ce climat".

Les quotidiens de la presse nationale sont également revenus sur le discours du vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, qui a affirmé, vendredi à Ouargla, que toutes les tentatives "désespérées" ciblant la sécurité et la stabilité de l'Algérie ont "échoué et vont encore échouer" grâce aux efforts "laborieux" et "fructueux" de l'ANP.

Sous le titre "TANP veille au bon déroulement du scrutin", la quasi-totalité des journaux ont commenté le discours de Gaïd Salah, reprenant ainsi de larges extraits de son message.

Des titres de la presse nationale ont également souligné que le 40<sup>ème</sup> vendredi des marches populaires pacifiques coïncident, pour la première fois depuis le début du Hirak le 22 février dernier, avec la campagne électorale pour la présidentielle. Sous le titre "40<sup>ème</sup> vendredi de manifestation, la mobilisation continue", le Quotidien d'Oran a écrit: "Entre partisans d'une élection présidentielle et opposants au recyclage du système sous d'autres formes, le duel ne semble pas finir et n'enchant pas grand monde".

## PRÉSIDENTIELLE 2019 :

## SKIKDA: Marche pacifique de soutien aux prochaines élections présidentielles

Des représentants de la famille révolutionnaire et de la société civile de la wilaya de Skikda ont organisé samedi une marche de soutien à la prochaine élection présidentielle et à l'armée nationale populaire (ANP), a-t-on constaté. La marche a démarré près du stade 20 août 1955 à la cité des Allées et a emprunté plusieurs artères de la ville jusqu'à la place de la liberté scandant des slogans de soutien aux élections présidentielles du 12 décembre prochain et saluant le rôle assumé par l'armée nationale populaire. Un autre groupe de citoyens a organisé une marche opposée à la place de la liberté scandant "non aux élections" au milieu d'un dispositif de sécurité renforcé, a-t-on constaté.

## TIARET : Marche pacifique de soutien au déroulement de l'élection présidentielle

Des citoyens sont sortis samedi à Tiaret dans une marche pacifique de soutien au déroulement de l'élection présidentielle à sa date prévue le 12 décembre prochain saluant le rôle de l'Armée nationale populaire dans l'accompagnement du peuple et dans la préservation de la stabilité du pays, a-t-on constaté.

Lors de cette marche, qui s'est ébranlée à partir du stade Kaid Ahmed, les citoyens qui avaient sillonné les artères principales de la ville jusqu'à la place des martyrs pour retourner sur leurs pas en empruntant le même itinéraire, ont exprimé leur fidélité au serment des chouhada et leur attachement à la patrie et sa défense contre tout danger et leur refus de toute ingérence étrangère dans les affaires du pays, mettant en garde contre l'erreur de tomber dans le piège du vide constitutionnel. Entre autres slogans, les marcheurs ont scandé "Peu importe les difficultés, nous sommes dévoués à la patrie", "Nous ne dévierons pas de la voie souhaitée par les martyrs" et "Les enfants du Hirak novembriste soutiennent l'Armée nationale populaire", insistant sur la poursuite de la lutte contre corruption.

Sous la pluie et la neige, les marcheurs ont également mis l'accent sur la nécessité d'aller aux urnes pour élire le président de la République et faire sortir ainsi le pays de la crise.

## AIN TÉMOUCHENT: Marche de soutien aux élections présidentielles du 12 décembre

Des citoyens d'Ain Témouchent ont organisé, samedi, une marche pacifique de soutien aux élections présidentielles du 12 décembre, exprimant le lien fort entre le peuple et l'Armée nationale populaire (ANP), a-t-on constaté. Les participants à cette marche ont entonné, devant le siège de la bibliothèque publique "Malek Bennabi", l'hymne national, avant de sillonner les principales artères de la ville empruntant, entre autres le boulevard "1er mai" et "1er novembre" jusqu'à la "Place du 9 décembre 1960" proche du siège de l'APC. Cette marche a vu la participation des citoyens des différentes couches de la société dont des moudjahidines, des cheikhs de zaouias, des jeunes, des retraités, des travailleurs et des représentants de la famille révolutionnaire dont l'Association nationale des grands invalides de la guerre de libération nationale, l'Organisation nationale des enfants de chouhada, ainsi que des invalides et des retraités de l'Armée nationale populaire (ANP).

Les marcheurs ont scandé des slogans dont "Oui aux élections du 12 décembre", "Les élections, sortie démocratique du vide politique", "Djich Chaab khawa khawa", entre autres.

## Belaïd : l'Algérie a besoin d'un dirigeant de la génération post-indépendance

Le prétendant à la Présidentielle du 12 décembre prochain, Abdelaziz Belaïd a affirmé, vendredi à Oran, que l'Algérie "a besoin, aujourd'hui, d'un dirigeant de la génération post-indépendance parmi ceux qui ont les mains propres et la compétence nécessaire pour mener le pays à bon port", s'engageant à ouvrir de grands chantiers de réformes pour asseoir un Etat où le peuple constituerait la seule source du pouvoir.

Lors d'un meeting animé à la salle omnisports, M. Belaïd a dit que "l'Algérie a besoin, aujourd'hui et plus que jamais, d'un dirigeant de la génération post-indépendance qui n'a pas les mains sales par le détournement de fonds et qui jouit de l'expérience et de la compétence nécessaire pour mener le pays à bon port".

La génération post-indépendance est appelée, a-t-il poursuivi, à "démontrer qu'elle est en mesure



de porter et de rester fidèle au serment de l'Algérie", promettant l'ouverture, en cas de victoire, "de grands chantiers de réformes avec la participation de tous en vue d'asseoir un Etat où le peuple constituerait la seule source du pouvoir". Le candidat à la magistrature suprême considère que "sa réussite aux prochaines échéances sera celle de la démocratie et de la génération de l'indépendance", citant, entre autres priorités de son programme de réforme la révision de la Consti-

tution, une Constitution "qui conviendra au peuple et non au Président", a-t-il dit.

Dans ce cadre, l'intervenant s'est engagé à accorder toutes les prérogatives aux assemblées locales, car il s'agit là d'une "République indépendante", et ce pour mettre fin à "l'autorité et à la pression de l'administration sur les élus du peuple". Au volet économique, le candidat du Front Al Moustakbal a réaffirmé son engagement à libérer l'économie et les initiatives, appelant les citoyens à ne pas prêter oreille aux discours d'intimidation. L'Algérie "ne traverse pas une crise financière, elle dispose de tous les moyens pour réaliser la prospérité à son peuple", a-t-il affirmé.

Critiquant la politique de l'Etat à l'égard des artistes et des sportifs, M. Belaïd promet de les réhabiliter à travers la création d'offices pour la défense et la protection de leurs droits.

## Bengrina met en garde contre l'ingérence dans les affaires internes de l'Algérie

Le candidat à la Présidentielle du 12 décembre prochain, Abdelkader Bengrina a mis en garde, vendredi à Aflou (Laghouat), contre toute ingérence dans les affaires internes de l'Algérie visant à entraver la tenue de la prochaine échéance électorale.

Lors de son meeting, M. Bengrina a dit que l'UE comptait organiser un débat sur la situation politique en Algérie, sous le thème "Les Algériens refusent les élections", accusant certaines parties qui "misaient sur l'investissement à l'étranger".

Exhortant l'ensemble des Algériens, gouvernement, jeunes, oppositions, voire même les autres candidats à la Présidentielle, à "rendre public des communiqués pour exprimer leur rejet de toute ingérence dans les affaires internes de



notre pays", le candidat Bengrina a affirmé que les Algériens refusent la reproduction en Algérie des scénarios de la Libye, de la Syrie ou du Yémen".

Par ailleurs, M. Bengrina a relevé "l'absence de développement dans la ville d'Aflou et la région des Hauts plateaux due, selon lui, à la corrup-

tion pratiquée par les responsables de l'ancien système", précisant que "cette région, qui recèle de vastes terres fertiles pour la culture de l'orge et du blé pouvant subvenir aux besoins de toute l'Algérie, se distingue également par l'industrie du textile et l'élevage du bétail".

Si cette Présidentielle avait été organisée avant la saison de la culture du blé et que j'avais été élu à la tête du pays, on se serait retroussé les manches pour mettre un terme, ensemble, à l'importation du blé et appuyer le produit national", a-t-il lancé.

Au terme du meeting, le candidat du Mouvement El-Bina a sillonné les artères de la ville d'Aflou où il a rencontré des citoyens qui lui ont fait part de leurs préoccupations.

## Mihoubi expose à Illizi les contours de son projet "Rêve du Sahara"

Le candidat à la Présidentielle du 12 décembre prochain, Azzedine Mihoubi a passé en revue, vendredi à Illizi, les grands axes de son projet intitulé "Rêve du Sahara", qui vise à booster le développement dans le Sud et ériger cette région en "soutpape de sécurité pour l'économie nationale".

Lors de son meeting à la maison de la Culture Athmane Bali, M. Mihoubi s'est dit "profondément convaincu que le Sud constitue l'alternative réelle pour l'Algérie pour les décades à venir", affirmant qu'il est "du droit de chaque Algérien de rêver de voir le Sahara érigé en Eden, eu égard aux richesses et atouts qu'il recèle, notamment en matière d'eaux souterraines, d'agriculture, de tourisme, d'énergie solaire et de ressources minérales".

Le "Rêve du Sahara" prévoit la création d'une agence nationale d'investissement dans les régions du Sud, chargée d'examiner les projets d'investissement selon une vision locale décentralisée cristallisée par des compétences nationales parmi les enfants de la région.

A ce propos, le candidat s'est engagé, en cas de victoire, à créer des zones franches pour développer le commerce intra-régional, tout en



mettant à jour les textes de loi régissant le commerce de troc. M. Mihoubi a promis également d'ériger le Sud en principal axe d'exportation hors-hydrocarbures, mettant en avant l'impératif de mettre en place, pour ce faire, une agence nationale d'exportation, chargée de coordonner l'action entre les différents secteurs et parties prenantes et de réunir les conditions nécessaires à la réussite des projets de commerce extérieur à partir des besoins et propositions des exportateurs.

Au volet agricole, le projet "Rêve du Sahara" introduit la plantation de cinq (5) millions de palmiers, tout au long du mandat présidentiel, à raison d'un (1) million de palmiers par an, et la conclusion d'accords de pâturage partagé avec les pays voisins. Le projet s'articule également

sur l'appui de l'emploi à travers des crédits sans intérêt à accorder en priorité aux secteurs stratégiques tels que l'agriculture, avec la garantie de l'accompagnement permanent des jeunes entrepreneurs.

Quant à l'importance de la prochaine présidentielle, M. Mihoubi a affirmé que "l'Algérie se dirige vers une élection "décisive". "Polémiquer quant à sa tenue est une question dépassée", a-t-il dit. Pour le candidat du parti du RND, le peuple est désormais un élément essentiel dans toute équation". Il est impossible d'ignorer les doléances du peuple consistant à aller vers des réformes politiques et économiques, a-t-il soutenu. Répondant aux questions du journaliste, au terme du meeting, le prétendant à la présidentielle a dit avoir reçu une offre de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) pour participer à un débat télévisé le 7 décembre prochain à l'EPTV. "Nous avons reçu, il y a trois jours, une correspondance de l'ANIE, nous demandant la confirmation de notre participation. A cet effet, nous avons exprimé notre disponibilité à participer à ce débat, qui est l'occasion pour nous, candidats, de dévoiler davantage nos programmes aux Algériens", a-t-il estimé.

## PRÉSIDENTIELLE 2019 :

**Belaid s'engage depuis Chlef à libérer l'investissement et à créer de "véritables" entreprises économiques**

Le candidat à la présidentielle du 12 décembre prochain, Abdelaziz Belaid s'est engagé, samedi depuis Chlef, à asseoir une solide base économique à travers l'encouragement des initiatives et la création de "véritables" entreprises économiques.

Lors d'un meeting populaire au Centre culturel islamique (Chlef), le candidat du Front El-Moustakbal a focalisé son discours, sur le volet économique de son programme électoral, s'engageant à œuvrer à réunir toutes les conditions nécessaires à l'encouragement de l'investissement et à la création de "véritables et non factices" entreprises.

Parmi les mesures d'urgence proposées pour la concrétisation de ces objectifs,

M. Belaid a cité la réforme "profonde" du secteur bancaire et l'ouverture de l'investissement aux privés dans certains secteurs monopoles à ce jour mais qui son devenu "un fardeau" pour l'économie nationale, dont le secteur du transport aérien.

Il a déclaré, à ce propos, "notre pays dispose des moyens permettant de réaliser un véritable décollage économique".

Dans ce cadre, il a expliqué que l'absence de régulation, la gestion aléatoire et le détournement des deniers publics ont nui à l'image de l'Algérie, promettant, si le peuple venait à le cautionner, d'œuvrer à "revoir les grilles de salaires de sorte à préserver la dignité du citoyen algériens.

"Le pillage des fonds et la fragilisation

de l'Algérie, qui n'étaient nullement spontanés, constituent une trahison à la nation et un crime contre les Algériens", a-t-il soutenu. Réaffirmant que l'élection d'un président de la République le 12 décembre prochain "demeure la seule et unique solution pour mettre fin à la conjoncture actuelle", Belaid a indiqué que "le boycott est une injustice à l'égard de la jeunesse du Hirak, sortie le 22 février dernier, pour la dignité, et un éloignement des revendications du peuple algérien".

Pour le candidat du Front El Moustakbal, "les opposants à la tenue des élections et les tenants de la transition ne sont pas moins patriotes, mais voient simplement la solution à la crise d'un autre angle", estimant que le rendez-

vous du 12 décembre "donnera naissance à la nouvelle République rêvée par tout Algérien". A ce propos, Belaid a réitéré son engagement d'initier un dialogue avec tous les acteurs de la société en "prévision de l'instauration d'une République nouvelle où le peuple sera source de tout pouvoir et partenaire dans la gestion", car, a-t-il dit, "l'Algérie appartient à tous les Algériens et non à une élite donnée".

Après avoir loué les hauts faits des citoyens de la wilaya de Chlef durant la Guerre de libération et la décennie noire, M. Belaid a promis de prendre en charge toutes les victimes à travers l'ouverture des dossiers des retraités de l'Armée nationale populaire (ANP) et des éléments des groupes d'auto défense.



Le candidat à la Présidentielle du 12 décembre prochain, Ali Benflis a promis, samedi depuis Médéa, s'il est élu par le peuple à la tête du pays, "l'ouverture du dossier de la pension de retraite et la réhabilitation des patriotes".

Animant un meeting au complexe sportif "Imam Ilyas", au 7ème jour de la campagne électorale, M. Benflis a indiqué que "les retraités qui ont servi l'Algérie sont lésés actuellement, car ils ne perçoivent qu'une faible pension qui ne leur garantit pas une vie digne", promettant "d'ouvrir le dossier de la retraite et de dialoguer avec les syndicats à l'effet de

**Benflis promet depuis Médéa d'ouvrir le dossier de la pension de retraite et de réhabiliter les patriotes**

débatte de la manière de calculer les pensions de retraite tout en prenant en considération la situation financière difficile du pays".

"Les revendications des retraités sont légitimes et ne sont pas exagérées", a-t-il estimé. Evoquant le dossier des patriotes, de la garde communale et des retraités de l'Armée nationale populaire (ANP) qui se sont portés volontaires pour protéger le pays aux côtés des corps de sécurité dans des conditions très difficiles", le prétendant à la présidentielle a promis "la réhabilitation de ces derniers".

Réitérant son engagement à ouvrir ce dossier à travers le dialogue avec cette catégorie en vue "d'éteindre ce feu", M. Benflis a estimé que le règlement de ce dossier revient aux "politiciens".

Après avoir rappelé qu'il était porteur "d'espoir et de bonne augure" pour les Algériens, car il disposait de "la solution" à cette crise multidimensionnelle que

vit l'Algérie via "un projet national rassembleur, il a dit "je ne dispose pas d'une baguette magique, néanmoins, je suis sincère avec vous". Par ailleurs, le président du parti Talaia El-Hourriyet a précisé que son mandat présidentiel, s'il est élu à la tête du pays, sera "un mandat de transition", promettant d'ouvrir le premier atelier réunissant "les Algériens ayant participé et ceux ayant boycotté l'élection dans le cadre d'un dialogue national inclusif sur les lois fondamentales de la République, et en premier lieu une nouvelle constitution", tout en soulignant qu'il conduira, lui-même, ce dialogue national.

Il proposé, en outre, la constitution d'un Gouvernement d'entente nationale qui sera chargé de l'élaboration de lois permettant d'organiser des élections législatives et locales dans le cadre d'un système semi-présidentiel dont le Chef de gouvernement sera issu de la majorité

parlementaire". Le prétendant à la présidentielle a évoqué, par ailleurs, les axes principaux de son programme électoral visant une "répartition équitable des ressources nationales en fondant un Etat démocratique à caractère social qui consacre l'unité nationale et garantit une vie digne aux citoyens en leurs assurant l'enseignement, la santé, les libertés, la justice et la citoyenneté".

Abordant les affaires internes de la wilaya de Médéa, M. Benflis a mis en avant sa "riche" histoire révolutionnaire et ses héros nombreux, à leur tête, le Colonel M'hamed Bouguerra, chef de la Wilaya V historique, qui était "démocrate" dans la gestion de cette wilaya.

Par ailleurs, le président du parti Talaia El-Hourriyet, a mis l'accent sur "la marginalisation et l'injustice dont souffre la wilaya à l'image de toutes les wilayas du pays", promettant d'améliorer la situation via son projet d'"urgence".

**Bengrina promet de sortir l'Algérie de sa léthargie pour en faire une nation chef de file**

Le candidat à l'élection présidentielle du 12 décembre prochain, Abdelkader Bengrina, a promis samedi à partir de Laghouat de "sortir l'Algérie de sa léthargie pour en faire une nation chef de file".

Animant un meeting à la maison de la culture Abdallah-Kriou, au septième jour de la campagne électorale, M. Bengrina a déclaré "il existe des laquais au service de leurs maîtres qui ne souhaitent pas voir l'Algérie debout et je promets, en cas de victoire, à œuvrer au rétablissement de notre pays et à sa sortie de sa léthargie pour en faire une nation chef de file dans le concert des nations". "Nous sommes conscients des menaces, et avons élaboré

dans notre programme électoral des solutions d'ordre économique, politique, social, mais aussi sécuritaire pour sortir l'Algérie de sa crise et résoudre les problèmes auxquels est confronté le peuple, dans toute sa composante", a promis le candidat du mouvement El-Bina. Affirmant "avoir la solution à la crise du logement", le prétendant à la magistrature suprême a estimé "inconcevable que certains quartiers de la wilaya de Laghouat, qui a pourtant des atouts naturels importants, manquent d'eau potable, de même qu'il n'est pas normal que les jeunes de la wilaya soient au chômage alors qu'elle abrite un grand pôle industriel comme

Hassi R'mel". M. Bengrina a, à cet égard, souligné qu'une grande partie de son programme électoral était axée sur "la relance des investissements dans cette wilaya, ainsi que dans les wilayas limitrophes", s'engageant à mettre en œuvre un programme d'énergies renouvelables. Il a poursuivi, dans ce sens que son programme de développement "concerne toutes les wilayas du pays sans distinction aucune", et qu'il œuvrera à "mettre fin à la dépendance alimentaire à l'étranger à travers l'encouragement de la production nationale et la réunion des conditions appropriées pour atteindre cet objectif". Réagissant à des vidéos relayées sur les

réseaux sociaux concernant la sortie de citoyens opposés aux élections à Aflou (Laghouat), M. Bengrina a indiqué "il s'agit de nos frères, nous pardonnons nos opposants et nous les appelons à sortir dans une marche contre l'ingérence étrangère dans les affaires internes de notre pays". "Lorsque l'Algérie est en péril, toutes les rancurs internes doivent se dissiper pour nous dresser, tel un seul homme, face aux ennemis de notre patrie", a-t-il soutenu, exhortant le peuple à "la mobilisation pour préserver notre patrie et refuser que nos affaires internes ne soient débattues au niveau du Parlement européen avec la complicité de leurs suppôts à l'intérieur".



Le candidat indépendant à l'élection présidentielle du 12 décembre prochain, Abdelmadjid Tebboune s'est engagé, samedi depuis Batna, à éradiquer "définitivement" les crises du logement et du chômage et à œuvrer à la transmission du flambeau aux jeunes et à la révision de la Constitution et du Code électoral.

Animant un meeting populaire à la maison de la Culture au centre ville de Batna, au 7e jour de sa campagne électorale placée sous le slogan "Engagés pour

**Tebboune s'engage, depuis Batna, à éradiquer "définitivement" les crises du logement et du chômage**

le changement, capables de le réaliser". M. Tebboune a déclaré "je m'engage, si le peuple me cautionne, à éradiquer définitivement les crises du logement et du chômage" soulignant, dans le même cadre, "son engagement à la mise en œuvre rapide de la décision d'intégration de 400.000 fonctionnaires" ce qui contribuera à l'éradication du problème de chômage.

Au volet politique, le candidat à la magistrature suprême a réitéré son engagement à réviser la Constitution et le Code électoral "au cours des premiers quatre mois" de son mandat présidentiel, s'il était élu, en vue de "réaliser le changement escompté et transmette le flambeau aux jeunes", a-t-il dit.

Par ailleurs, il s'est engagé à "mettre fin à l'emprise de l'argent sur les élections

et la vie politique", ajoutant que "l'usage de l'argent dans la politique a contribué à la marginalisation des jeunes et des compétences nationales de la vie politique". Après avoir réitéré son engagement à "maintenir les poursuites contre la bande qui a dilapidé les deniers publics, Tebboune a tenu à "rappeler avoir été, en 2017, victime d'un complot ourdi par cette bande, et qui continue à le viser en 2019".

Evoquant son programme électoral, qui comprend 54 engagements, Tebboune a expliqué qu'il "vise outre la consolidation de l'unité nationale et la lutte contre la fraude, le changement des comportements ainsi que l'analyse profonde des problèmes de tous les secteurs, politique, économique et social". Dans ce sens, il a promis de régler "tous les problèmes des

retraités et invalides de l'Armée nationale populaire (ANP) engendrés par les années de la tragédie nationale". Soulignant l'importance de la tenue du prochain rendez-vous électoral, le prétendant à la magistrature suprême du pays a affirmé que "cette élection est à même de réaliser le changement", et qu'elle constitue "le moyen à travers lequel le peuple exercera sa souveraineté conformément aux articles 7 et 8 de la Constitution, revendiqués par le Hirak populaire".

Par ailleurs, M. Tebboune a appelé au respect "des opinions des parties, non convaincues par l'élection", ajoutant que "c'est l'urne qui tranchera en toute démocratie". En conclusion, il a mis en garde contre "les dangers des transitions pour l'avenir du pays".

## FORUM AFRICAÏN D'INVESTISSEMENT AU CAIRE:

### Kouraba plaide pour un cadre juridique favorisant l'investissement

Le ministre des Travaux publics et des Transports, Mustapha Kouraba, a plaidé, lors du Forum africain d'investissement qui se poursuit samedi au Caire, pour la mise en place d'un cadre juridique à même d'améliorer le climat des affaires et de drainer les investissements en Afrique, indique un communiqué de son ministère.

Représentant le chef de l'Etat Abdelkader Bensalah aux travaux de ce Forum africain d'investissement, M. Kouraba a mis en avant "la nécessité de promouvoir et d'encourager les investissements étrangers et africains à travers un arsenal juridique qui permette d'améliorer le climat des affaires dans les pays africains et d'établir une infrastructure de base, économiquement efficiente et rentable, à l'instar de la route transsaharienne et de la liaison en fibre optique Alger - Abuja (Nigéria), précise la même source.

"Cet arsenal juridique devrait également permettre de promouvoir le commerce interafricain, un levier majeur de développement socio-économique", a ajouté le ministre, se félicitant, en ce sens, de l'adoption de l'accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), ajoute le communiqué. En marge du Forum, M. Kouraba a eu des entretiens bilatéraux avec nombre de ses homologues africains avec lesquels il a évoqué les questions d'intérêt commun ainsi que les moyens de renforcer les relations entre l'Algérie et les Etats africains au service du développement et de la stabilité en Afrique.

Le ministre participe aux travaux de ce Forum, placé sous le thème "J'investis en Afrique", à la tête d'une importante délégation comprenant des cadres de son département et de l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI).

Les travaux du Forum africain d'investissement ont été ouverts vendredi par le président égyptien, Abdel-Fattah Al-Sissi, en présence d'une trentaine de chefs d'Etat et de Gouvernement africains et de représentants d'organisations et d'institutions financières internationales.

Les travaux ont notamment porté sur des questions en rapport avec l'investissement dans les infrastructures de base, le capital humain, les opportunités de partenariats entre pays africains, la transition industrielle et numérique en Afrique et les énergies renouvelables, conclut le communiqué.

## UNIVERSITÉ - RECHERCHE : Innovation: nécessité de création des centres de recherche au sein des entreprises

Experts et universitaires ont convergé samedi à Alger sur l'impératif d'installer des centres de recherche et de développement au sein des entreprises pour encourager l'innovation et la créativité.

S'exprimant lors d'un forum sur la recherche et le développement en Algérie, organisé par le Forum des chefs d'entreprises (FCE), les intervenants ont insisté sur "la nécessité d'instaurer une relation durable et complémentaire entre le monde de l'entreprise et celui de l'université et de la recherche".

Ils ont également précisé que le développement de la compétitivité économique nécessite deux facteurs fondamentaux, à savoir le financement et le développement du capital humain. Les experts ont d'autre part, préconisé aux chefs d'entreprises de développer "l'interaction" avec les centres de recherche et les universités à travers le financement des projets de recherche et en tirant profit des résultats. Dans ce cadre, le recteur de l'université des sciences et de technologies Houari Boumediene de Bab Ezzouar (USTHB), Noureddine Ben Ali Cherif, a relevé "le retard" de l'Algérie en matière de coopération entre l'université et l'entreprise. "Durant les années 60 et 70, l'université algérienne était beaucoup plus préoccupée par la formation des cadres que par la recherche", a-t-il affirmé. "L'intérêt pour le domaine de la recherche scientifique n'a réellement commencé qu'à partir des années 2000", selon M. Ben Ali Cherif. Il a aussi souligné "la nécessité d'orienter ces efforts afin de répondre aux besoins socio-économiques du pays". Pour sa part, le professeur en génie-mécanique, Kamel Youcef Touni, a abordé l'économie du savoir, la bonne gouvernance et la discipline dans la gestion des affaires économiques comme éléments de développement économique.

## RESSOURCES EN EAU:

### Plusieurs projets programmés pour améliorer l'alimentation en eau potable

Le ministre des Ressources en eau, Ali Hamam, a affirmé à El Oued que ses services s'attelaient à la programmation de plusieurs projets devant assurer la qualité et la continuité de l'approvisionnement en eau potable.

"Ces projets interviennent dans le cadre de la prise en charge des préoccupations des citoyens de la wilaya notamment en ce qui concerne la continuité de l'approvisionnement en eau potable à travers l'augmentation du volume horaire de l'alimentation en eau de 14h/jour à 24h/jour" a expliqué le ministre lors du premier jour de sa visite d'inspection dans la wilaya d'El Oued.

S'exprimant lors d'une conférence de presse organisée en marge de cette visite, M. Hamam a fait savoir qu'une enveloppe financière de 1,5 mds DA avait été consacrée pour la réalisation de projets consistant en "des réservoirs souterrains" devant renforcer la capacité de stockage d'eau dans la wilaya qui a accusé un déficit de 68.000 m3, entravant ainsi la continuité d'approvisionnement en eau potable durant toute les heures de la journée.

S'agissant de l'amélioration de la qualité de l'eau potable, le ministre a affirmé que les infrastructures réalisées à savoir, les 03 stations de dessalement qui seront mises en services dans quelques jours (commune de Djamaa d'une capacité de 12.000 m3/jour, la commune d'El Meghaier: 14.000 m3/ et la commune d'El Oued: 30.000 m3), contribueront à améliorer la qualité de l'eau potable notamment le taux de salinité contenu dans l'eau de robinet.

Par ailleurs, le ministre a visité une station de dessalement à la cité du 19



mars (centre ville d'El Oued) dont les travaux ont atteint 98% pour la réalisation et 97% quant à l'équipement, un projet sectoriel auquel une enveloppe financière de trois (03) mds DA a été allouée.

Ce projet d'une capacité de production de 30.000 m3/jour devra contribuer à l'amélioration de la qualité de l'eau potable et à la création d'emploi.

Insistant sur l'accélération des travaux de réalisation ayant accusé un retard, le ministre a accordé au maître d'oeuvre un délai de 20 jours pour finaliser les travaux de ce projet qui devrait être mis en service le 15 décembre 2020, faute de quoi, il sera sanctionné confor-

mément à la loi en vigueur. Suivant, par ailleurs, exposé exhaustif sur la situation du secteur dans la wilaya (ressources en eau, alimentation en eau potable, assainissement), M. Hamam a indiqué que tous les moyens matériels et logistiques seront assurés pour que la gestion des réseaux d'eau potables soit transférée à l'Algérienne des eaux (ADE) qui ne gère actuellement que les réseaux de deux communes sur les 30 communes de la wilaya.

Pour rappel, la visite du ministre des Ressources en eau se poursuit samedi (2e jour) où il devrait inspecter plusieurs structures relevant de son secteur à Djamaa et El Megeaier (Oued Righ).

## OUARGLA:

### Près de 4 milliards DA pour le renforcement du réseau d'alimentation en eau potable

Une enveloppe de près de quatre (4) milliards DA a été consacrée au renforcement du réseau d'alimentation en eau potable dans la wilaya d'Ouargla, a annoncé samedi depuis la wilaya déléguée de Touggourt (160 km Nord d'Ouargla) le ministre des Ressources en eau, Ali Hamam.

"Un montant d'environ quatre (4) milliards DA a été réservé au renforcement du réseau d'alimentation en eau potable de la wilaya d'Ouargla, toutes opérations confondues, à même de mettre un terme aux points noirs, rénover et réhabiliter le réseau", a souligné M. Hamam lors de l'inspection du complexe hydraulique de la commune de Nezla (Touggourt) dans le cadre de sa visite de travail dans la région.

Le ministre a indiqué que les opérations projetées au niveau des deux régions de Touggourt et d'Ouargla "seront concrétisées à la lumière d'une étude analytique à peaufiner avant fin du premier trimestre 2020".

S'agissant du renforcement des installations de stockage des ressources en eau, le ministre a fait part que son département ministériel prendra en charge la réalisation de 13 châteaux d'eau, dont huit ouvrages à Ouargla et le reste localisés à Touggourt, d'une capacité de stockage de 1.000 m3 à 1.500 m3, en sus de la réhabilitation de pas moins de sept (7) forages albiens. "Un montant

de 200 millions DA sera également accordé à l'Algérienne des eaux (ADE) de cette wilaya qui détient un important volume de créances auprès des abonnés", a fait savoir M. Hamam. La wilaya d'Ouargla dispose d'un réseau de distribution d'eau potable long de 2.455 km rattachant 21 communes de la wilaya, soit un taux de couverture de 98%, selon les explications fournies au membre du gouvernement.

Le complexe hydraulique, qui a fait l'objet de la visite du ministre, est composé d'une station de déminéralisation implantée dans la région d'Ain-Sahra, commune de Nezla, wilaya déléguée de Touggourt. Alimentée à partir de quatre forages albiens, cette station offre une capacité globale d'eau traitée de 36.560 m3 destinée à l'alimentation en eau potable des populations des communes de Touggourt, Nezla, Tébesbest et Zaoui El-Abidia, selon les explications fournies par des responsables du secteur. La réalisation de cette station, équipée de système de refroidissement des eaux albiennes de 60 à 30 degrés, s'assigne comme objectifs l'amélioration de la qualité de l'eau à la faveur de la réduction de sa teneur en sel de 2,5 gr/litre à 0,3 gr/l.

M. Hamam a, à la lumière d'un exposé succinct présenté sur le secteur des ressources en eau, pris connaissance des réseaux d'alimentation en eau potable (AEP) et d'assainissement dans la

région, notamment ce dernier qui accuse certaines insuffisances liées notamment à une faible couverture dans la daïra de Taïbet, l'absence du réseau d'assainissement au niveau de certaines groupements d'habitations, à l'instar de Delille, commune de Taïbet, ainsi que la faible capacité d'épuration de la station de Touggourt, et le manque des moyens enregistrés par l'office national d'assainissement (ONA), notamment en matière de pompes de réserve et de camions hydro-cureurs aspirateurs. Pas moins de 123 opérations, d'un montant global de plus de 10,4 milliards DA, ont été retenues pour le secteur de la wilaya d'Ouargla, dont 25 opérations affectées au titre du plan sectoriel de développement (PSD), 38 autres sur budget de wilaya et 60 autres inscrites au titre de la caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales (CSGCL).

Ces actions consistent, entre-autres, en la réalisation de la première tranche du réseau d'AEP au niveau du nouveau pôle urbain de la commune d'Ain El-Beida, la réalisation d'un réservoir d'eau d'une capacité de stockage de 1.000 m3 dans la commune de Rouissat, réalisation et équipement d'une station de refoulement des eaux usées dans la zone des équipements publics (commune d'Ouargla), ainsi que l'extension, sur un linéaire de trois (3) km, du réseau d'AEP dans la commune d'El-

Hedjira. Le ministre a exhorté les responsables du secteur de la wilaya de prendre en compte la réalisation d'une station d'épuration et de traitement au niveau du nouveau pôle urbain et la zone d'activité (ZA) en cours de réalisation dans la commune d'Ain El-Beida.

M. Hamam a, lors de l'inspection de la station de pompage du surplus d'eau, dit "Nezz", au niveau du quartier Saïd Otba, périphérie d'Ouargla, suivi un exposé sur cet ouvrage qui devra faire l'objet de réhabilitation à la faveur de l'acquisition des pompes et des équipements nécessaires.

Il a, au terme de sa tournée dans la wilaya d'Ouargla, procédé à l'inauguration de la station de refoulement des eaux usées au niveau du quartier de "Sidi Ahmed Boughoufala", au chef-lieu de wilaya. Le ministre des ressources en eau a, auparavant, procédé, au niveau de la wilaya déléguée d'El-Meghaier, (wilaya d'El Oued) à l'inauguration d'une station de déminéralisation d'une capacité de traitement et de production de 14.000 m3, appelée à améliorer la qualité de l'eau potable et réduire la teneur en sel de agr/L à 0,3 gr/L. Dans la commune de Djamaa, M. Ali Hamam a fait part de la projection de cinq (5) stations d'épuration et de traitement des eaux usées (SET), dont les eaux traitées seront destinées à l'irrigation agricole dans la région.

## AGRICULTURE - MARAÎCHAGE:

**Tizi-Ouzou: ouverture prochaine, à Tadmaït, du premier marché de légumes bio (ERGR)**

Le premier marché, au niveau national, de produits maraîchers issus d'agriculture biologique, sera ouvert prochainement dans la commune de Tadmaït à 17 km au sud-ouest de Tizi Ouzou, par l'Entreprise régionale de génie rurale (ERGR) Djurdjura, a-t-on appris hier de sa directrice, Chaouchi Houria.

"Ce marché paysan qui ouvrira ses portes dans deux ou trois mois, est le premier du genre à l'échelle nationale et crée par un organisme public", a souligné Mme Chaouchi qui a observé que jusque-là les quelques marchés dédiés à ce type d'agriculture sont initiés par des associations.

Le marché sera implanté au niveau de la pépinière "Planète verte" de l'ERGR Djurdjura à Tadmaït qui est accessible par la RN 12, à l'entrée ouest de Tadmaït, a expliqué à l'APS, cette même responsable.

D'une capacité de 300 stands, cette infrastructure sera alimentée par des agriculteurs qui vont produire sur place sur un site de production de six ha, abritant 208 serres pour la culture de plusieurs variétés de légumes qui ne sont pas produits localement.

La vente se fera directement du producteur au consommateur chaque vendredi dans des stands en bois et les clients disposeront d'un parking d'une capacité de 300 véhicules, a ajouté la directrice de l'ERGR Djurdjura.

Le marché sera réalisé dans le cadre d'un projet de modernisation de la pépinière de Tadmaït doté d'une enveloppe financière de 280 millions de DA destiné à rendre cet espace ouvert au public, a indiqué Mme Chaouchi. En plus du marché paysan bio il est aussi prévu dans le



cadre de cette opération, l'aménagement d'une ferme pédagogique avec des ateliers et une salle de conférences, destinée notamment aux étudiants de l'université de Tizi-Ouzou et de l'Institut de technologie moyen agricole spécialisé (ITMAS) de Boukhalfa, pour leurs travaux pratiques, a souligné cette même responsable. Le projet prévoit aussi la mise en place d'une étable pour l'élevage de vaches et de moutons d'une capacité totale de 40 têtes et d'une écurie pour mulets, de petites unités de transforma-

tion (fromagerie, confiserie, distillerie), une boutique des produits du terroir, un espace familiale pour les visiteurs avec une aire de détente et de loisirs pour enfants, un aqua-parc, un lac avec animaux, a-t-on précisé de même source.

L'ouverture des espaces se fera par étapes, celui destiné aux familles ouvrira dans environ six mois et la totalité du projet qui fera de la pépinière de Tadmaït, un établissement éco-agro-touristique sera livré dans une année, a indiqué Mme Chaouchi.

## INDUSTRIE:

**Viabilisation des zones d'activité à Tizi-Ouzou: Un besoin de plus de 03 milliards DA**

La réalisation des travaux de viabilisation des zones d'activité et de la zone industrielle de la wilaya de Tizi-Ouzou nécessiterait plus de 03 milliards DA, selon un document émanant de la direction locale de l'industrie et des mines (DIM) dont l'APS détient une copie.

Des fiches techniques définissant les besoins de chacune des 17 zones d'activité et de la zone industrielle de Oued Aissi (à la sortie Est du chef-lieu) que compte la wilaya, établies par la DIM font ressortir un besoin d'un montant de 3 202 002 516 DA, selon ce document.

Les travaux à réaliser comprennent, notamment, de nouveaux travaux à engager, ainsi que des rénovations et extensions de VRD (voiries et réseaux divers) du fait du développement de ces zones et de l'intensification de l'activité.

La zone d'activité d'Azazza, d'une superficie de 34 ha, s'accapare la part du lion de cette somme avec 729 320 516 DA suivi de celle de Boudjima avec 328 785 000 DA, tandis que la viabilisation de la zone industrielle de Oued-Aissi, d'une superficie de 120 ha, nécessiterait 218 385 000 DA, souligne la même source.

Par ailleurs, et outre les projets déjà inscrits de création de trois nouvelles zones industrielles d'une superficie globale de 372 ha, dont une à Souamaâ à l'Est, et deux autres à Draâ El Mizan et Tizi-Gheniff au Sud-ouest, de Tizi-Ouzou, un travail de prospection est en cours pour la création de quatre nouvelles zones d'activités au niveau de la wilaya.

Il s'agit de deux zones d'activité dans la commune d'Aghribs, au Nord-est de la wilaya, d'une superficie globale de 70 ha et d'une zone dans chacune des communes de Timizart et Bouzguene, à l'Est de Tizi-Ouzou, respectivement d'une superficie de 15 et 30 ha, est-il indiqué dans le document.

## ALGÉRIE:

**Le taux d'inflation à 2,2% sur un an en octobre 2019 (ONS)**

L'évolution des prix à la consommation en rythme annuel de l'Algérie a été de 2,2% jusqu'à octobre 2019, a appris l'APS auprès de l'Office national des statistiques (ONS).

L'évolution des prix à la consommation en rythme annuel à octobre 2019, est le taux d'inflation moyen annuel calculé en tenant compte des 12 mois, allant de novembre 2018 à octobre 2019, par rapport à la période allant de novembre 2017 à octobre 2018.

S'agissant de la variation mensuelle des prix à la consommation, qui est l'indice brut des prix à la consommation durant le mois d'octobre 2019 par rapport à celui du mois de septembre, elle est de moins 0,1%, selon les données de l'ONS. En termes de variation mensuelle et par catégorie de produits, les prix des biens

alimentaires ont affiché une légère baisse de 0,5% en octobre dernier par rapport au mois précédent.

Cette variation baissière s'explique, essentiellement, par une baisse de 0,7% des prix des produits agricoles frais, relève l'Office.

En effet, cette baisse mensuelle des prix des produits agricoles frais s'explique, notamment, par un recul de 9,8% de prix des légumes, de 7,8% de la pomme de terre et de 0,5% de la viande rouge.

Par ailleurs, l'Office relève des augmentations de prix qui ont caractérisé certains produits, notamment la viande blanche (+4,7%), les œufs (+21%) et les fruits (+8,9%) en octobre et par rapport au mois de septembre 2019. Les prix des produits alimentaires industriels (agroalimentaires), ont, également, connu une légère baisse de 0,3%, qui été

induite, notamment par la baisse des prix du sucre (-4%) et du café (-1,4%), selon la même source. S'agissant des produits manufacturés, ils ont connu une hausse de 0,3%, alors que les services ont enregistré une stagnation. Par groupe de biens et services, l'augmentation des prix a touché essentiellement le groupe des habillements, chaussures avec une hausse de 0,5%, ceux du groupe de l'éducation culture et loisirs avec (+0,3%) et le groupe divers avec (+0,4%).

Le reste des groupes de biens et services s'est caractérisé, soit par des variations modérées, soit par des stagnations, note encore l'Office.

Durant les dix premiers mois de 2019, l'ensemble des prix à la consommation ont enregistré une hausse de 1,96%, par rapport à la même période de 2018, relève l'ONS. Cette hausse a été tirée,

essentiellement, par les produits alimentaires industriels, les biens manufacturés et enfin les services, détaille l'organisme des statistiques.

En effet, les produits alimentaires industriels ont connu durant les dix premiers mois 2019 et par rapport à la même période de l'année dernière, une hausse de (+1,33%).

Les biens manufacturés ont enregistré respectivement de 4,11% et de 3,56% durant la même période de comparaison.

Par ailleurs, l'ONS a indiqué que les prix des biens alimentaires ont connu une légère baisse de -0,39%, induite notamment, par un recul de 2,08% des produits agricoles frais durant la même période de comparaison.

Pour rappel, le taux d'inflation de l'Algérie avait atteint 4,3% en 2018.

## MOSTAGANEM:

**Lancement des travaux de réalisation de 36 projets d'investissement à Hassiane**

Les travaux de réalisation de 36 projets d'investissement ont été lancés dans la zone industrielle Bordjia et la zone d'activités "Gouara" de Hassiane (Mostaganem), a-t-on appris samedi auprès des services de la wilaya.

La même source a fait part de l'avancement des travaux d'aménagement de la zone industrielle de Bordjia (400 ha) et de la zone d'activités (80 ha) pour créer un climat propice à l'investissement et à la concrétisation de projets et d'unités industrielles.

Une enveloppe de 6,7 milliards DA a été réservée à l'aménagement du terrain, l'ouverture des pistes, le raccordement au réseau d'AEP et d'assainissement et à la protection des deux zones situées au sud-ouest de la wilaya de Mostaganem contre les inondations et les crues d'oueds, a-t-on fait savoir. Les travaux d'ouverture des pistes et leur revêtement sur 32,5 kilomètres ont atteint un taux d'avancement de 60 pour cent à Bordjia en dépit du fait que certaines parties de cette zone industrielle nécessitent encore un terrassement, a-t-on signale. Le wali de Mostaganem, Mohamed Abdennour Rabhi a adressé plusieurs mises en demeure aux entreprises ayant accusé du retard dans les travaux sous peine de résiliation du contrat, selon la même source.

Le taux d'avancement des travaux portant sur l'assainissement et le raccordement aux réseaux d'AEP a atteint, dans la même zone industrielle qui compte 492 assiettes, 70 et 50 pc respectivement. M. Rabhi a donné des instructions pour la réalisation d'un chemin reliant Bordjia et Gouara avec enregistrant un taux d'avancement de 65 pc et de l'assainissement (50 pc). Pas moins de 62 projets d'investissement ont été évalués dans la zone industrielle de Bordjia dont 57 projets industriels fournissant 7.000 postes d'emploi directs, et 44 projets d'investissement dans la zone d'activités de Gouara générant à court terme plus de 5.000 emplois.

APS

## OUARGLA:

**Près d'une quarantaine d'entreprises attendues au salon international de production et d'exportation**

Près d'une quarantaine d'entreprises publiques et privées algériennes et étrangères devront prendre part au salon international de la production et d'exportation prévue du 26 au 30 novembre courant à Ouargla, à l'initiative de l'entreprise "Box-Expo" des foires, a-t-on appris samedi des organisateurs. Placé sous le signe "l'avenir de notre économie, fruit de nos entreprises", cette manifestation économique, initiée avec le concours d'autres entreprises, sera dédiée à l'exposition d'une panoplie de produits agro-alimen-

taires, des prestations, ainsi que des moyens et outils de production, a expliqué le coordinateur du salon. Le programme de ce événement prévoit, l'animation, en marge des expositions, diverses communications afférentes à l'économie et au marketing, a ajouté M. Foudil Mohamed Allali. L'organisation de ce rendez-vous s'assigne comme objectifs la promotion du produit algérien, notamment l'exportable vers l'étranger en général, et le marché africain en particulier, la contribution dans les efforts de développement d'un

climat des affaires dans les régions du Sud, ainsi que l'ouverture de nouvelles perspectives d'emploi à la satisfaction des jeunes, a-t-il ajouté.

La vulgarisation des potentialités et opportunités d'investissement dans les régions du Sud, la mise en valeur des richesses que recèle l'Algérie, font partie également des objectifs assignés de cet événement qu'abritera un espace commercial dans la commune de Sidi Khouiled, 15 km Nord d' Ouargla, ont indiqué les organisateurs.

## LOGEMENTS Éradication du dernier bidonville de la commune de Tizi-Ouzou

Le dernier bidonville de la commune de Tizi-Ouzou, situé au niveau de Oued Aissi (sortie est de la ville), a été éradiqué suite au relogement de ses occupants, a-t-on appris vendredi de la cellule de communication de la wilaya.

Il s'agit de 130 familles qui occupait le site de Rhahlia qui "vivaient dans des bidonvilles et dans des conditions de vie très difficiles" et qui ont été relogées dans différents sites de la wilaya, a-t-on ajouté de même source.

Le wali Mahmoud Djamaa a supervisé cette opération de relogement et s'est assuré de son bon déroulement, a-t-on ajouté. La résorption de l'habitat précaire fait partie d'un programme entamé le 29 décembre 2012 et qui a permis l'éradication de 12 sites, a-t-on rappelé. Selon un bilan communiqué à l'APS, par la cellule de communication de la wilaya, depuis le début de l'année en cours sur un total de 1.500 logements publics locatifs (logements sociaux) qui ont été distribués, 780 unités ont été destinés pour l'éradication de l'habitat précaire.

Ces 780 logements ont permis d'accueillir les habitants des cités précaires de Rhahlia, Chalet (119 familles), et la récupération d'un site d'une superficie d'environ 1,5 ha.

A Draa Ben Khedda l'opération de relogement a touché 248 familles réparties sur trois sites qui sont Larrassi, Decaillye et Les Combattants, ce qui a permis de récupérer une assiette d'environ 2 ha, alors qu'à Tizi Gheniff un 163 familles réparties sur deux sites, la cité du stade et "HLM", ont été relogés. Une assiette de 1,66 ha a été récupérée. En ce qui concerne les prévisions de distribution pour l'année 2020, il est prévu la distribution de plus de 7.500 unités de logements dans la wilaya, dont 980 sont réservés à la résorption de l'habitat précaire, a-t-on appris de la même source.

## EL TARF : Production de 8.960 quintaux d'arachides

Une production de 8.960 quintaux d'arachides a été enregistrée dans la wilaya d'El Tarf, au titre de l'actuelle saison agricole, avec une baisse «légère» de 1,33% par rapport à la précédente saison, a-t-on appris jeudi auprès de la cheffe de service de l'organisation de la production et appui technique à la direction des services agricoles (DSA).

La surface agricole dédiée à la culture d'arachides au niveau de cette wilaya frontalière connaît cette année, une diminution passant de 834 hectares durant la campagne 2017/2018, avec une production de 10.390 quintaux, à 820 ha au titre de la campagne 2018/2019, a ajouté Chanez Amira Zaidi.

La campagne a été, également, quelque peu perturbée par des chutes de pluie qui se sont abattues sur la région durant la cueillette de ce produit, cédé entre 350 et 400 DA le kg, a-t-elle relevé. En dépit des contraintes liées à la nature même de la pratique de cette culture, de nombreuses familles continuent à planter les arachides, principalement au niveau du cordon noir, dans les communes de Souarekh, Ain Assel, Berrihane et Kala, réputées pour leur forte concentration en eau favorisant la croissance et l'épanouissement des plants, a-t-on précisé de même source. Dès le mois de septembre, il est loisible de voir à travers différents champs de la région, de nombreux producteurs parmi lesquels plusieurs femmes, de tout âge, se déployant avec art, savoir-faire et patience, pour cueillir les fruits arrivés à maturité, après six mois de croissance.

## BOUMERDES :

# Lancement d'un projet de raccordement de plus de 3.600 foyers au réseau de gaz à Beni Amrane et Aumale

Un projet pour le raccordement de 3.683 foyers des villages des communes de Beni Amrane et Aumale (Est de Boumerdes), au réseau public de distribution de gaz naturel, a été lancé en chantier, jeudi, en présence des autorités de la wilaya.

«Ce projet est inscrit au titre d'un programme centralisé de la wilaya, visant la couverture progressive de toutes les communes de Thenia, en gaz naturel», a indiqué le directeur de l'entreprise de distribution de gaz et d'électricité de la wilaya, Amar Medjber, dans son exposé au wali, Yahia Yahiatene, au titre d'une visite de travail dans les communes de cette daïra (Thenia).

Le projet, englobant la réalisation d'un réseau de transport de gaz sur 180 km, pour un délai fixé entre six à huit mois, devrait profiter, selon les explications du même responsable, aux villages d'Ouled Djenane, Ouled Belaid, et Ghazi Baoune, outre les Dechra de Talite, Telmoute, Debagha, Beni Khelifa, Touzaline et Ouzla.

Dans son intervention, à l'occasion, le directeur de l'énergie de la wilaya, Bibi Moussa, a déploré le «retard» mis dans la réalisation des projets de raccordement au gaz naturel, au niveau de nombreuses régions de Beni Amrane et Aumale, pour des causes liées essentiellement, a-t-il dit, «aux oppositions de citoyens, outre le retard mis par les services des communes dans la mise à disposition des plans d'aménagement des régions concernées», a-t-il signalé.

Le responsable a, néanmoins, affirmé la réception attendue de tous les projets de raccordement programmés au profit des deux communes suscitées «durant



l'année prochaine, suite à la levée de toutes les contraintes les concernant», a-t-il assuré. Sur un autre plan, les autorités de la wilaya ont procédé, dans la région Est de la commune d'Aumale, à la mise en exploitation du projet de réhabilitation d'un tronçon de la route communale reliant les villages «Tizi Mehdi» et «Adfal», sur 7 km, outre une inspection d'un projet de bétonnage d'une route de montagne reliant la région de «Baba Ali» à «Hammana Adfal», sur 8 km.

La commune de Beni Amrane a, pour sa part, enregistré, au titre des efforts d'encouragement des populations à revenir dans leurs villages d'origine, la relance d'un chantier de réalisation de 450 logements publics locatifs (LPL), qui était à l'arrêt pour divers motifs. Un projet pour le réaménagement du stade communal a été destiné, à l'occasion, au profit de la commune de Souk El Hed, outre la réalisation d'une salle de sport et d'un marché couvert.

## UNIVERSITÉ DE KHÉMIS MILIANA (AÏN DEFLA) :

# Introduction prochaine de modules sur l'entrepreneuriat

Des modules visant à faire prendre conscience aux étudiants de l'importance de l'entrepreneuriat seront introduits dans le cursus de formation au sein de l'université Djillali Bounaïma de Khémis Miliana (Aïn Defla) pendant l'année universitaire en cours, a-t-on appris jeudi du recteur de cet établissement de l'enseignement supérieur. «Le manque d'engouement de la part des étudiants pour l'entrepreneuriat est, dans une large mesure, d'ordre culturel dans la mesure où les étudiants, et la société de façon gé-

nérale, n'ont pas conscience du rôle susceptible d'être joué par les entreprises dans l'économie moderne, d'où l'importance d'introduire des modules se rapportant à ce domaine», a précisé à l'APS le Pr Aylam El Hadj. Observant que l'introduction de modules pour consolider la notion d'entrepreneuriat est «d'autant plus importante que les économies de nombre de pays développés sont basées sur les micro-entreprises», M. Aylam a déploré le fait que l'idée qui prédomine le plus chez les étudiants est que seul un travail

salarial est à même de leur permettre de vivre de manière décente. Tout en faisant remarquer que l'inculcation de l'idée se rapportant à l'entrepreneuriat chez les étudiants nécessite «la mise en place d'un plan de travail alliant pragmatisme et clarté», il a fait état de l'intention de l'université de Khémis Miliana d'inviter des directeurs de micro-entreprises économiques dont le parcours a été couronné de réussite afin d'évoquer leurs expériences aux étudiants de licence et de master. Le même responsable a, par

ailleurs, fait état de l'ouverture, «avant la fin de l'année en cours», d'un atelier au sein de l'université dont la mission consistera à déterminer les filières qui n'attirent pas les étudiants car n'offrant pas des opportunités d'emploi. «Il est on ne peut plus vital d'adapter la formation des étudiants à la réalité économique», a-t-il soutenu, observant que l'opération s'apparente à «une réforme de la carte de formation» permettra, dans un premier temps, d'améliorer les programmes dispensés à l'heure actuelle.

## MOSTAGANEM

# Production prévue de 165.000 qx de pomme de terre de primeur

Une production de 165.000 quintaux de pomme de terre de primeur est prévue à Mostaganem à la saison agricole 2019-2020, a-t-on appris jeudi de la direction des services agricoles.

L'opération de plantation avec des semences locales, ciblant 560 hectares cette année, a été lancée au mois de novembre courant dans plusieurs régions de la wilaya de Mostaganem. Un rendement de plus de 290 qx/ha est prévu, a indiqué le chef de service organisation de la production et appui technique à la DSA, Aouicha Bouras.

Cette opération, qui a touché à ce jour 39 ha de la surface globale réservée à ce tubercule aux plaines de Achaacha et de Hadjadj à l'Est de la wilaya et de Hassi Mameche au Sud-ouest, coïncide avec la campagne de cueillette de pomme de

terre d'arrière saison. Une production de 930.000 qx de cette variété est prévue jusqu'à fin décembre dernier, a souligné Mme Bouras.

La récolte de pomme de terre de primeur, dont la cueillette est prévue au début du mois de mars prochain, contribuera à approvisionner les marchés locaux et régionaux en ce produit de base pour stabiliser voire même réduire les prix et ce produit agricole. La wilaya de Mostaganem a enregistré une stabilité dans la production de pomme de terre primeur (160.000 qx par an) et de pomme de terre d'arrière saison (900.000 qx par an). La production de la pomme de terre de saison a atteint l'année dernière 4,1 million qx, a-t-on rappelé.

APS

## OUM EL BOUAGHI :

# Réception début 2020 de la 1<sup>re</sup> tranche de la station de traitement des eaux du barrage d'Ourkis

La première tranche du projet de réalisation de la station de traitement des eaux du barrage d'Ourkis, situé dans la commune d'Aïn Fakroun (Oum el Bouaghi), sera réceptionnée au début de l'année 2020, a annoncé jeudi le chef de service de l'approvisionnement en eau potable auprès de la direction des ressources en eau. Lors de sa dernière visite de travail effectuée dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, le secrétaire général (SG) du ministère des Ressources en eau, Hadj Belkateb, a instruit l'entreprise de réalisation de ce projet de livrer au début de l'année prochaine la première tranche de cette infrastructure hydraulique d'une capacité de traitement de 70.000 m<sup>3</sup> d'eau par jour, selon les détails fournis à l'APS par Abdenasser Makhneche. Le SG du ministère de tutelle a également donné des instructions à l'effet d'accélérer la cadence des travaux de rénovation partielle des réseaux de distribution d'eau potable dans les grandes communes de la wilaya, à savoir Aïn Beïda, Oum El Bouaghi et Aïn M'lila, a précisé le même responsable.

## SENSIBILISATION

## Une campagne de sensibilisation aux risques d'asphyxie au monoxyde de carbone

La direction de la protection civile de la wilaya d'Alger organisera, à partir d'aujourd'hui à Alger, des journées de sensibilisation aux moyens de prévention des risques d'asphyxie au monoxyde de carbone (CO), qui s'étaleront du 24 novembre au 12 février 2019, a-t-on appris vendredi auprès d'un responsable de ce corps.

Dans une déclaration à l'APS, le lieutenant Khaled Benkhalfallah, chargé de l'information auprès de ces services a indiqué que ces journées de sensibilisation, qui coïncident avec la saison hivernale, ont pour objectif de sensibiliser les citoyens aux dangers de l'asphyxie au monoxyde de carbone pour réduire les accidents et éviter les pertes humaines. L'objectif de ces campagnes de sensibilisation consiste à donner une image claire et simplifiée sur les éventuels risques du monoxyde de carbone sur la vie du citoyen, si les conditions et les instructions ne sont pas respectées, à travers des images et des dépliants, selon le responsable.

Ces journées de sensibilisation qui seront lancées, dimanche prochain, à partir du centre de formation professionnelle d'El Harrach sillonnera jusqu'à la mi-février plusieurs établissements scolaires, centres de formation et places publiques des différentes communes de la capitale, à l'instar de l'école primaire Malek Maouche près de la station de Métro de Bachdjerrah, l'école primaire Sidi Abdallah de Zéralda et le centre de formation professionnelle de Staoueli.

D'autre part, le programme des journées de sensibilisation englobera également les centres de formation professionnelle des communes de Birtouta, de Reghaïa et Hussein Dey, les écoles primaires des cités du Colonel



Athmane (Birtouta) et de l'AALD El Kerrouche (Reghaïa) et l'école El Mirage (Alger centre) ainsi que l'institut des travaux publics de Kouba. La clôture de cet événement est prévue à la Gare routière du Caroubier (Hussein Dey).

Selon le même responsable, l'accent sera mis durant ces journées de sensibilisation sur les cités et les nouvelles agglomérations ayant bénéficié des opérations de relogement dans le cadre du programme de la wilaya et ce en coordination avec plusieurs partenaires

à l'image des directions de distribution de gaz et d'électricité d'Alger (SDA), de la santé et du commerce d'Alger.

La plupart des cas d'asphyxie au monoxyde de carbone est due à la non-conformité de certains appareils de chauffage aux normes de sécurité, aux dysfonctionnements dans l'installation et la maintenance des équipements de chauffage, à la mauvaise fermeture des robinets et des vannes du gaz ainsi qu'à des défauts dans le dispositif de sécurité de certains appareils utilisés, outre l'absence d'aération.

## DJELFA: L'enfant de 4 ans retrouvé sain et sauf

L'enfant de quatre (4) ans porté disparu à Djelfa a été retrouvé sain et sauf, vendredi, après environ 20 heures d'investigations, dans la forêt de «Taghersane», ont indiqué les services de la Protection civile.

Le petit a été retrouvé, par les membres de l'Armée nationale populaire (ANP), sain et sauf aux environs de 8h du matin à quelque 3 km, où il a été perçu pour la dernière fois, a précisé le chargé de l'information au sein de la direction de la Protection civile, le lieutenant Khader Abderrahmane.

Les services de la Protection civile ont lancé les investigations dès que le père du petit ait signalé la disparition de son fils, jeudi vers 15h, en mobilisant tous les moyens matériels et humains, en collaboration avec les membres de l'ANP, les unités de la Gendarmerie nationale et les agents forestiers. Une fois la nouvelle de la disparition du petit relayée sur les réseaux sociaux, des centaines de citoyens ont rejoint les équipes de recherches et exprimé leur solidarité avec la famille du disparu, avant que le wali de Djelfa, Toufik Dhif se soit déplacé sur les lieux pour superviser de près les investigations. Après l'avoir retrouvé, l'enfant a été immédiatement transféré à l'hôpital mixte (civil-militaire) au chef-lieu de wilaya, et soumis à une visite médicale qui a révélé son bon état de santé, avant de le livrer à sa famille dans la commune d'Aïn El Ibel, a conclu la même source.

## MEURTRE À KOLÉA(TIPASA) : 4 suspects arrêtés

Les services de la Gendarmerie nationale ont arrêté quatre personnes suspectées d'être impliquées dans un meurtre commis, dans la nuit de mercredi à jeudi, dans la ville de Koléa (Tipasa), a-t-on appris de source sécuritaire.

Des investigations sont actuellement en cours en vue de déterminer le degré d'implication de ces suspects dans un homicide, dont la victime est un jeune homme de Koléa, âgé de 21 ans, a ajouté la même source, signalant que celui-ci est mort des suites de la gravité des blessures qu'il a reçu de la part d'un groupe de personnes, lors d'une altercation familiale, qui a eu lieu à la cité «Souidani Boudjemaa», est-il expliqué.

Selon les premières investigations dont l'APS a pris connaissance, il s'agirait d'une dispute familiale, qui a fini en homicide, après que le jeune homme en question ait reçu des coups à l'arme blanche, au niveau de la tête et du dos, qui lui ont causé de profondes blessures, est-il signalé.

L'enquête de la gendarmerie est toujours en cours en vue de réunir les preuves impliquant les suspects dans ce crime, qui a défrayé la chronique à Koléa.

## ELEVAGE :

## Lancement à Constantine d'une campagne sur les dangers de surconsommation d'antibiotiques

Une campagne de sensibilisation sur les dangers de surconsommation des antibiotiques ciblant les médecins vétérinaires et les éleveurs a été lancée à Constantine, a-t-on appris jeudi de l'inspecteur vétérinaire de la direction des services agricoles, Mourad Benameur. «Coincitant avec la semaine mondiale «pour un bon usage des antibiotiques» (18-24 novembre), cette campagne vise à faire connaître les risques dus au mauvais usage des antibiotiques chez l'animal et de mettre en avant les comportements à

adopter en vue de limiter l'émergence de la résistance aux antibiotiques qui constitue aujourd'hui l'une des plus graves menaces pesant sur la santé mondiale, la sécurité alimentaire et le développement», a expliqué à l'APS Mourad Benameur.

Cette initiative vise également à sensibiliser les agriculteurs sur ce phénomène largement répandu chez les éleveurs qui est d'administrer des antibiotiques aux animaux sans avis vétérinaire, a-t-il ajouté.

Rappelant que les bactéries multi-résistantes issues

des élevages peuvent se transmettre à l'Homme directement ou via la chaîne alimentaire, ce spécialiste a indiqué que celles-ci pouvaient provoquer des infections plus difficiles à traiter que celles dues à des bactéries non résistantes. C'est dans ce contexte que la direction des Services agricoles de Constantine a mobilisé 234 médecins vétérinaires du secteur privé et public afin de sensibiliser les éleveurs, implantés dans les douze communes de la wilaya, quant à la nécessité de changer ces pratiques favo-

risant l'émergence et la propagation de la résistance aux antibiotiques. M. Benameur a, par ailleurs, fait savoir qu'au cours de cette année, un cabinet vétérinaire privé et un commerce de gros des produits vétérinaires activant dans la wilaya ont été fermés pour une durée de trois mois pour avoir directement fourni des antibiotiques aux éleveurs.

Il est à noter que le patrimoine animalier de Constantine recense pour l'actuelle année plus de 167000 ovins et 40000 bovins.

## BLIDA :

## Plus de 30 fugues d'enfants enregistrées durant les six derniers mois

La brigade de protection des catégories sensibles de la sûreté de wilaya de Blida a enregistré 36 fugues d'enfants de leurs domicile familial, durant les six derniers mois de cette année, a-t-on appris, jeudi, auprès de la chargée de la cellule de communication près ce corps sécuritaire. «36 cas de disparition d'enfants, âgés entre 6 à 17 ans, enregistrés depuis juin dernier à ce jour, se sont avérées être des fugues volontaires», a indiqué, à l'APS, la commissaire principale Siham Benamara, en marge d'une journée de sensibilisation sur les «risques menaçant la santé mentale et physique de l'enfant mineur».

Elle a expliqué que les causes principales à l'origine de ces fugues d'enfants, qui ont «tous été retrouvés et remis à leurs familles sains et saufs»,

sont dues «à leur peur d'être punis à cause de leur échec scolaire, ou leur privation du téléphone portable et de jeux électroniques». La responsable a, par la même, signalé l'accueil par le même service, de 1.214 appels téléphoniques, sur le numéro vert 104, réservé au signalement de la disparition ou le kidnapping d'enfants. Sur ce total d'appels reçus, 36 étaient relatifs au signalement de disparition d'enfants, «pris en charge dans leur totalité», a-telle assuré, au moment où le reste «concerne des demandes de renseignements notamment», a-t-elle fait savoir. Cette Journée, organisée à l'initiative de la sûreté de daïra de Boufarik, en collaboration avec l'établissement public de culture et d'arts, dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale des droits de

l'enfant, a permis d'informer le public, des enfants scolarisés, sur l'utilité du numéro vert. Une communication, animée à l'occasion, a abordé les risques encourus par l'enfant en sortant de son école, concernant le cycle primaire, avec des conseils pour les éviter (risques). La manifestation, abritée par l'école primaire «Aroua» de Boufarik, a donné lieu à la présentation d'une pièce théâtrale sur la sécurité routière, parallèlement à la présentation d'un bilan des activités des services sécuritaires relatives à la protection des mineurs, contre la violence et différents fléaux sociaux, outre une visite pédagogique au siège de la sûreté de daïra de Boufarik, où les élèves ont pris connaissance des différentes missions dévolues à ce corps sécuritaire.

## SÉTIF : Saisie de 48.000 sachets de tabac à chiquer contrefait

Les services de sûreté de wilaya de Sétif ont saisi un lot important de tabac à chiquer contrefait constitué de 48.000 sachets, a-t-on appris jeudi des responsables de ce corps constitué.

L'opération a été réalisée par les éléments de la Brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ) lors d'une patrouille effectuée dans l'un des quartiers de la ville de Sétif, a précisé le chargé de la communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya, le commissaire Abdelouahab Aissani, précisant que des policiers ont contrôlé un véhicule commercial et la fouille de l'engin a permis de découvrir et saisir les 48.000 sachets de tabac à chiquer d'origine douteuse et de marque connue sur le marché.

L'investigation approfondie effectuée par les mêmes services pour déterminer les circonstances exactes de cette affaire a dévoilé que cette matière est «contrefaite», a ajouté la même source. Après parachèvement de toutes les procédures juridiques, un dossier pénal a été établi à l'encontre de la personne impliquée dans cette affaire pour «possession et transport de tabac à chiquer contrefait sans autorisation», puis remis aux services judiciaires concernés, a-t-on indiqué.

## ENVIRONNEMENT L'Australie doit viser une sortie du charbon dès 2030



L'Australie doit viser une sortie du charbon dès 2030 si le pays-continent veut contribuer à limiter le réchauffement planétaire à 1,5 °C, selon un nouveau rapport.

Le plan national d'élimination des centrales au charbon doit être mis en œuvre plus rapidement que le calendrier actuel, a relevé l'institut de science et de politique climatique «Climate Analytics» dans un rapport publié récemment.

Les feux de brousse actuels dans les Etats de la Nouvelle-Galles du Sud et du Queensland sont un signe que le pays-continent est appelé d'urgence à réduire ses émissions, a souligné le directeur de l'institut, Bill Hare. «La prise de conscience du fait que le changement climatique constitue une menace existentielle pour l'Australie est très forte à l'heure actuelle», a noté M. Hare, appelant Canberra à «jouer son rôle dans la lutte contre le réchauffement climatique et passer du charbon aux énergies renouvelables dans son système électrique».

Le rapport, qui repose sur les données du récent rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), fait remarquer que la suppression complète du charbon d'ici 2030 permettrait à l'Australie d'assumer sa responsabilité pour limiter le réchauffement planétaire à 1,5 °C.

Un demi degré supplémentaire de réchauffement au-dessus de 1,5 °C entraînerait la mort de presque tous les récifs coralliens australiens, met en garde le document, qui avertit que l'Australie pourrait faire face à de plus longues saisons de feux de brousse, à moins de pluie et à davantage de sécheresse en raison du changement climatique. Selon le rapport, la fermeture lente des centrales au charbon dans tout le pays provoquerait une émission toujours deux fois plus que ce qu'elle avait été autorisée en vertu de l'Accord de Paris.

Dix centrales ont été fermées depuis 2012, alors que les 19 centrales restantes fournissent 60% de l'électricité australienne, note le document, ajoutant que cela en faisait le seul pays de l'OCDE à compter sur le charbon pour plus de la moitié de son approvisionnement énergétique. Dans une décennie, la moitié de ces centrales - qui selon le rapport sont déjà techniquement obsolètes - auraient entre 40 et 60 ans, conclut le rapport.

## FRANCE :

# Passage d'une mini-tornade à Hyères

Une mini-tornade a traversé vendredi la commune d'Hyères (Var) en France, causant des dégâts mais sans faire de blessés, ont rapporté hier, des médias locaux.

Les vents violents accompagnés d'averses ont causé des dégâts mais aucun blessé n'est à déplorer. Météo France avait placé le Var, les Bouches-du-Rhône et plusieurs autres départements en vigilance orange «pluies et inondation», dès 19h vendredi, en prévision d'un «épisode méditerranéen intense».

Les habitants ont été impressionnés par l'intensité de ce phénomène, apparu aux alentours de 18h30, ont ajouté les mêmes

sources. Au niveau du Palyvestre, les serres en verre d'agriculteurs ont subi le passage dévastateur du vent, rapporte Var-Matin. Les fortes rafales de vent ont également renversé une camionnette garée devant un magasin dont la toiture et la devanture ont été abîmés. Jusqu'à 30 cm de pluies sont attendues dans le Var d'ici samedi soir, en plus de cumuls entre 120 et 150 mm, 180 à 250 mm localement, précise BFM TV.



## RD CONGO :

# 12 morts dans des intempéries dans le centre du pays

Douze personnes sont mortes et des dizaines d'autres grièvement blessées suite aux pluies abondantes qui se sont abattues vendredi dans la province du Kasai, au centre de la République démocratique du Congo (RDC).

Ces pluies diluviennes ont frappé la cité de Djokupunda, en territoire de Beni. Le chef du secteur de Djokupunda, Punda Eric Joël Baditu Tshibuabua, a évoqué «12 morts et 38 blessés graves». Des établis-



sements scolaires, des temples, des hôpitaux et plus d'un millier d'habitations

ont été détruits, selon des sources locales. Les provinces du Nord et du Sud-

Ubangi sont également frappées depuis des semaines par des inondations, notamment la ville de Zongo et d'autres agglomérations situées le long de la rivière Ubangi, qui forme la frontière avec la République centrafricaine. Fin septembre, une centaine de maisons et bâtiments publics, dont des écoles et centres de santé, avaient été détruits suite aux pluies torrentielles qui s'étaient abattues sur Tshikapa, dans la province du Kasai.

## PORTUGAL :

# Plus de 500 femmes assassinées au cours des 15 dernières années

Au cours des 15 dernières années, plus de 500 femmes ont été assassinées au Portugal, dans le contexte de relations intimes ou familiales, selon les données publiées vendredi par l'Observatoire des femmes assassinées (OMA). Rien que cette année, 28 femmes ont trouvé la mort, certaines ont été abattues, d'autres étranglées ou battues à mort, et qui sont principalement victimes de violences domestiques. Le rapport préliminaire présenté à Lisbonne par l'ONG décrit la réalité des femmes assassinées au Portugal depuis le 1er janvier jusqu'au 12 novembre. Au cours de cette période et sur la base d'informations publiées par la presse nationale, l'OMA a dénombré 28 femmes assassinées dans le cadre de relations intimes ou familiales, outre deux autres tuées dans différents contextes et 27 tentatives de meurtre. Dans l'en-

semble, cela signifie qu'en moyenne, il y avait trois femmes assassinées chaque mois et une moyenne de cinq femmes victimes de violence extrême. Le rapport révèle que 53% des femmes assassinées entretenaient une relation étroite avec le meurtrier, alors que 21% d'entre elles voulaient mettre fin à cette relation, ajoutant que les relations intimes actuelles et antérieures représentaient 74% du total des féminicides déclarés.

Par ailleurs, 71% des femmes assassinées étaient victimes de violence dans cette relation, poursuit le rapport, soulignant l'urgence de mettre en œuvre des programmes de prévention.

Sur un autre registre, l'OMA a fait état de l'existence de 45 enfants de femmes décédées, dont 26 étaient des enfants de la victime issus d'une relation antérieure et 19 étaient des



enfants de la victime et du meurtrier, notant que 16 d'entre eux étaient mineurs.

Le groupe d'âge ayant enregistré le taux le plus élevé de féminicides était celui des femmes âgées de 36 à 50 ans (43%), suivi par le groupe d'âge supérieur à 65 ans (21%). La résidence reste le lieu où la plupart des féminicides ont été commis (71%), suivie des crimes sur la voie publique (18%), fait savoir la même source, relevant que la plupart des crimes étaient commis pendant la nuit.

## MAROC

# Plus de 12.200 cas de violences faites aux femmes enregistrés en 2018

Quelque 12.233 cas de violences faites aux femmes au Maroc ont été enregistrés en 2018 au niveau des centres d'écoute des réseaux «Injad» et «Femmes solidaires» contre 10.959 cas en 2017, selon un récent rapport sur la violence sexiste, élaboré par les deux réseaux, sous la supervision de la Fédération de la Ligue des Droits des Femmes (FLDF).

Il ressort de ce rapport, présenté vendredi lors d'une conférence de presse à Rabat, que 48,95 % de violences dénoncées étaient d'ordre psychologique, tandis que la violence socio-économique comptait pour 24,42% des cas et la violence physique représentait 15,7%. Les violences sexuelles représentent 4,68% des cas de violences faites aux femmes

enregistrés au niveau des centres d'écoute, souligne le rapport, ajoutant que la majorité des femmes victimes des violences étaient mariées, femmes au foyer et avaient un faible niveau d'éducation. S'agissant de l'action des commissions de prise en charge des femmes victimes de violence, le rapport met en évidence certaines lacunes auxquelles sont toujours confrontées ces commissions, telles que la mauvaise communication, l'impossibilité d'activer les mesures de protection et de prévention prévues par la loi relative à la lutte contre les violences faites aux femmes, le retard de promulgation des lois régissant l'action des commissions de protection des femmes et des enfants victimes de violence, l'insuffisance des infrastructures et des ser-



vices de santé outre l'absence du soutien psychologique aux femmes battues et à leurs enfants. En outre, le document fait état d'écarts entre les tribunaux pour ce qui est de l'application des mesures

de protection, ce qui nécessite davantage de sensibilisation et de prise de conscience auprès de toutes les autorités chargées de l'application de la loi.

A cette occasion, la présidente du réseau Injad contre la violence basée sur le genre, Fatima Chatou, s'est indignée de la recrudescence remarquable des actes de violence à l'égard des femmes, comme en témoignent des rapports officiels émanant des établissements nationaux et des centres d'écoute relevant du réseau, en soulignant l'importance de l'adéquation des lois relatives à la violence contre les femmes avec les dispositions de la constitution 2011 et les conventions internationales ratifiées par la Maroc.

## ALGÉRIE - CANCER : Les malades ont un besoin pressant des médicaments innovants

Les spécialistes de différents établissements hospitaliers nationaux ont mis l'accent, vendredi à Alger, sur l'impératif d'inclure les médicaments innovants dans la liste de traitement, vu le besoin pressant exprimé par les malades.

En marge du congrès d'hématologie, le président de la Société algérienne d'oncologie médicale, Professeur Kamel Bouzid a déploré le fait que le malade ne bénéficie toujours pas de ce traitement en dépit du fait que le ministère de la Santé, de la population et de la réforme hospitalière ait enregistré et approuvé l'importation des médicaments innovants en 2018.

Pour Pr Kamel Bouzid, qui est également chef de service oncologie médicale au CPMC (Alger), la pharmacie centrale des hôpitaux chargé de l'importation de ces médicaments innovants se réfugie derrière le prétexte d'un appel d'offre pour l'acquisition de ce traitement qui n'a pas de générique, qualifiant cela de «perte de temps».

Concernant les centres devant prescrire ces médicaments innovants, Pr Bouzid a précisé que les autorités publiques sont appelées à déterminer ces centres pour gagner du temps et orienter les spécialistes prescripteurs qui attendent l'application de ce traitement sur le terrain. Selon les informations relayées en milieu hospitalier, les malades ne bénéficieront pas de ce traitement avant 2021, a-t-il dit. Pour sa part, Pr Selma Hamdi (hématologue) à l'EHU de Sétif a souligné que «les patients devraient bénéficier de ces médicaments dont l'efficacité est prouvée dans les



autres pays».

Certains types de médicaments innovants ayant été utilisés en sus de la chimiothérapie, ont contribué à l'amélioration de la qualité de vie du malade», appelant à la nécessité d'acquiescer la partie restante de ces médicaments que les malades attendent impatiemment.

A son tour, le chef de service des maladies oncologiques à l'EHU de Sidi Ghilas (Tipasa), Pr. Sghir Fatma s'est réjoui de la prescription de l'immunothérapie aux malades, ajoutant que cette dernière a contribué grandement à l'amélioration du niveau de vie des patients», notamment ceux atteints du cancer de la peau et des poumons, qui sont complètement guéris. Toutes les pharmacies d'hôpitaux attendent

l'arrivée des médicaments innovants afin de les distribuer aux malades, a indiqué le chef d'unité de la pharmacie de l'EHU de Tizi Ouzou, Dr. Rachid Macha, ajoutant que «60% du budget des hôpitaux, est consacré à l'achat des médicaments destinés au traitement du cancer».

Ce congrès scientifique de deux jours qui regroupe 400 spécialistes «insufflera une nouvelle dynamique en matière de prise en charge du cancer en Algérie», a rappelé le docteur Khalil Kadaoui. Selon le registre national du cancer, l'Algérie recense plus de 45.000 nouveaux cas de cancer en tête desquels le cancer du sein (12.000 cas) chez les femmes et le colorectal chez les hommes (6.000 cas).

## TROUBLES DANS L'EST DE LA RDC: La lutte contre Ebola suspendue



Les activités de la lutte contre Ebola ont été «mises en veilleuse» vendredi dans les épicentres de l'épidémie, à Beni et à Butembo, dans l'est de la République démocratique du Congo, en raison des manifestations de colère après des massacres de civils.

«Toutes nos activités sont concernées: sensibilisation, vaccination, enterrements sécurisés, etc. Mais nous n'avons pas arrêté de travailler. Nous continuerons d'être présents», a déclaré le Dr Jean-Jacques Muyembe, chef des experts en charge de la lutte anti-Ebola. La police et l'armée ont utilisé des gaz lacrymogène et des tirs de sommation pour disperser des manifestants qui s'en sont pris à une base des Casques bleus à l'entrée de Beni.

Les manifestants reprochent aux Nations unies et aux autorités congolaises leur impuissance face aux massacres attribués au groupe armé ADF (Forces démocratiques alliées) qui ont fait plus de 60 morts parmi les civils dans la région depuis début novembre.

Hormis à Beni et à Butembo, la campagne de vaccination contre Ebola se poursuivait normalement. A Goma, le professeur Muyembe a lui-même été vacciné, avec le deuxième vaccin utilisé dans la lutte contre l'épidémie depuis une semaine, selon des médias.

Au 20 novembre, 373 personnes avaient bénéficié du deuxième vaccin, produit par la firme Janssen Pharmaceuticals pour la société américaine Johnson & Johnson, dans deux centres à Goma. Par ailleurs, 254.768 personnes ont reçu une injection du premier vaccin du groupe américain Merck Shape and Dohme utilisé depuis le début de l'épidémie en août 2018, d'après le dernier bulletin épidémiologique diffusé jeudi soir. Les deux vaccins sont utilisés à titre d'essai clinique. Le premier est en cours d'homologation par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

## VIETNAM: 119 toxicomanes s'enfuient d'un centre de désintoxication

Quelque 119 toxicomanes se sont enfuis, mercredi, d'un centre de désintoxication dans la province de Tien Giang, dans le sud du Vietnam, selon des médias locaux, précisant que la police a appréhendé et renvoyé vers le centre la moitié des fuyards. Vers 10 heures du matin, les toxicomanes ont forcé la porte du centre de traitement situé dans le district de Chau Thanh qui abrite 650 patients. Certains des fuyards se sont introduits par effraction dans des maisons voisines pour voler des motos afin de poursuivre leur cavale, a indiqué, pour sa part, la police provinciale. Des centaines de policiers ont été déployés pour bloquer les routes principales et arrêter les toxicomanes en fuite. Au total, 55 personnes ont été ramenées au centre et les recherches se poursuivent pour arrêter les autres. En août dernier, 260 toxicomanes ont organisé une évasion massive pour s'enfuir du même centre de traitement et nombreux ont déclaré avoir été mal traités et obligés de s'agenouiller pendant des heures. Le Vietnam compte 132 centres de désintoxication et environ 220.000 toxicomanes sont officiellement répertoriés.

## FRANCE/AMIANTE : Les salariés de la Monnaie de Paris, obtiennent un nouveau procès pour préjudice d'anxiété

La Cour de cassation a donné raison mercredi à quelque 70 salariés du site de la Monnaie de Paris à Pessac (Gironde), près de Bordeaux, qui réclamaient d'être indemnisés en réparation du préjudice d'anxiété lié à une exposition prolongée à l'amiante.

Le 16 mai 2018, la cour d'appel de Bordeaux avait débouté les salariés de leurs demandes d'indemnisation - 100.000 euros chacun - au motif que le site de la Monnaie de Paris n'était pas officiellement classé «amiante», un argument que soulevait l'établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC).

Les salariés avaient formé un pourvoi en cassation. Mercredi, la Cour de cassation, qui juge la bonne application du droit, a annulé l'arrêt de la cour d'appel, en reconnaissant ce préjudice invoqué par



les anciens employés de cette usine qui fabrique des pièces depuis 1973. Elle a renvoyé l'affaire devant la cour d'appel de Bordeaux en vue d'un nouveau procès.

Cette décision rendue par la chambre sociale est la conséquence logique de la jurisprudence de la haute juridiction judiciaire, qui a étendu le 5 avril dernier le préjudice d'anxiété à tous les salariés, y compris ceux dont l'entreprise ne figure pas sur une liste ouvrant droit à la «prétraite amiante».

Le préjudice d'anxiété,

consacré dès 2010 par cette Cour, permet l'indemnisation de personnes qui ne sont pas malades, mais qui s'inquiètent de pouvoir le devenir à tout moment. «Le salarié qui justifie d'une exposition à l'amiante, générant un risque élevé de développer une pathologie grave, peut agir contre son employeur», pour manquement à ses obligations de sécurité, et ce, même s'il n'a pas travaillé dans l'un des établissements mentionnés sur la liste établie par arrêté ministériel, écrit mercredi la Cour de cassation dans son arrêt, cité

par l'agence AFP. Les salariés réclamaient chacun 100.000 euros d'indemnités, pour l'ensemble de leur carrière, d'une durée moyenne de 30 à 40 ans. «Cela fait presque dix ans que nous avions entamé cette procédure (devant le tribunal des Prud'hommes, ndr) Voilà une étape de passée qui malheureusement n'arrêtera pas la maladie présente et future», a estimé Alain Bernon, président de l'association de défense des salariés SOS Monnaie, dans un communiqué.

A côté de cette procédure, l'association est également en attente d'une décision d'un juge d'instruction qui instruit le volet pénal du dossier, pour une cinquantaine de plaignants. Selon M. Bernon, le magistrat pourrait annoncer la clôture de son information judiciaire en juillet prochain.

## BULGARIE:

## Le taux de vaccination contre la grippe doublera cette année

La couverture de la campagne de vaccination saisonnière contre la grippe en Bulgarie devrait doubler cette année grâce à la mise en oeuvre du programme national de prévention de la grippe pour la période 2019-2022, a déclaré un responsable vendredi à Sofia.

Angel Kunchev, inspecteur principal de santé publique a déclaré lors d'une

conférence de presse que 280.000 doses de vaccin contre la grippe avaient été importées en Bulgarie, et que la plupart d'entre elles avaient déjà été administrées.

Dans le cadre de ce programme, qui vise à réduire le taux de morbidité, les complications et les cas de mortalité causés par la grippe saisonnière, les

personnes âgées de 65 ans et plus peuvent être vaccinées gratuitement si elles le souhaitent. Valeri Tzekov, directeur de la société bulgare pour la médecine innovante, a ajouté que lors des années précédentes, environ 140.000 à 150.000 vaccins avaient été administrés au cours de la saison.



# MIGRAINE, ECZÉMA, ASTHME LES RISQUES CACHÉS DES DÉODORANTS EN SPRAY

*Inhaler des doses quotidiennes de déodorant en spray n'est pas sans risque pour la santé. Notamment pour les ados qui ont tendance à remettre du déo plusieurs fois dans la journée.*

Grâce à des campagnes marketing rondement menées, le déodorant est devenu le produit cosmétique le plus utilisé chez les ados et plus particulièrement chez les garçons de 13 à 16 ans. « Ce sont les premiers consommateurs, même si ce sont leur mère qui achètent le produit » peut-on lire dans une enquête de Marketing Magazine.

Mais faire un pschitt de déo plusieurs fois dans la journée n'est pas sans danger car inhaler les fumées de ces sprays en trop grande quantité peut provoquer diverses réactions allergiques, cutanées ou respiratoires, ou des crises de migraines.

La transpiration est un phénomène normal qui survient lorsque la température corporelle augmente. Notre corps procède alors à une thermorégulation et en transpirant, il permet au corps de se refroidir en générant de la sueur et de revenir à sa température normale. En s'évaporant, l'excès de chaleur est éliminé, la température interne se stabilise, mais une odeur peut aussi apparaître. Et pour

de nombreux ados, la transpiration et les odeurs qui y sont liées peuvent virer à l'obsession : ils usent et abusent alors de déodorants qui permettent de masquer l'odeur.

## Déodorants : jamais dans une salle de bain fermée

« Sur les étiquettes de ces déodorants on peut lire qu'il est déconseillé de les utiliser dans des espaces confinés. Mais il faut bien reconnaître que personne n'ouvre les fenêtres ou ne sort dans le jardin avant de se mettre du déodorant sous les aisselles » explique le Dr Peter Dingle, spécialiste de l'environnement à l'Université de Perth, en Australie. « En outre, les ados qui regardent les publicités pour déo voient des hommes qui s'en appliquent largement, y compris sur le torse. Ils reproduisent donc les gestes qu'ils sont censés ne pas faire. Je conseille donc aux ados d'utiliser des déodorants à bille pour éviter tout problème respiratoire » a-t-il expliqué au Daily Mail.



## DMLA : DES LENTILLES DE CONTACT QUI ZOOMENT

Des chercheurs suisses ont mis au point des lentilles de contact télescopiques qui permettent de « zoomer » jusqu'à 2 à 3 fois. Un véritable espoir pour les personnes atteintes de dégénérescence maculaire liée à l'âge (DMLA).

L'innovation qu'un chercheur de l'École polytechnique fédérale de Lausanne vient de mettre au point représente un véritable espoir pour les personnes atteintes de dégénérescence maculaire liée à l'âge (DMLA). Première cause de cécité chez les personnes de plus de 60 ans, la DMLA est due à un vieillissement de la zone centrale de la rétine appelée macula. Il s'agit d'une maladie dégénérative qui peut conduire à une perte totale de la vision centrale.

Pour remédier à cela, Eric Tremblay, spécialiste de l'Optique à l'École Polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) et



des chercheurs de l'Université de San Diego (Californie) ont imaginé des lentilles de contact « qui zooment » jusqu'à 2 à 3 fois. Combinées à des lunettes « intelligentes » (mais qui ressemblent à des lunettes normales), elles s'activent d'un simple clignement d'oeil.

## Les lentilles utilisent la lumière polarisée pour agrandir les objets

Depuis le premier prototype présenté en 2013, les développeurs ont peaufiné le matériau de la lentille de sorte qu'elles peuvent être portées confortablement sur de longues périodes. Ils ont également mis au point des accessoires de lunettes attrayants de façon à ce que personne n'hésite à les porter. « Un de nos défis a été de travailler sur la lentille afin de la rendre plus

respirable et faire en sorte que l'œil ait un approvisionnement en oxygène » explique le Eric Tremblay.

« La lentille fait 1,55 mm d'épaisseur ; elle est plus grande et plus épaisse que les lentilles que l'on connaît habituellement. Elle possède un télescope de réflexion très mince à l'intérieur. De minuscules miroirs réfléchissent la lumière et magnifient les objets : ce que vous voyez avec ces lentilles est similaire à ce que vous pourriez voir à travers des jumelles de faible grossissement ». Ces lentilles, qui ont été présentées à San José, en Californie, lors d'un congrès de l'Association Américaine pour l'Avancée de la Science (AAAS), devraient bientôt entrer dans un essai clinique. En France, on estime qu'un million de personnes sont atteintes de DMLA, une maladie pour laquelle il n'existe pas encore de traitement.

## INSOMNIE : POURQUOI DORT-ON SI MAL EN FÉVRIER ?

Le mois de février est le mois de l'année où l'on dort le plus mal. Pourquoi ? Des chercheurs britanniques ont interrogé 21 000 personnes pour découvrir les raisons de nos insomnies hivernales. Vous vous sentez fatiguée, rataplata, au bout du rouleau ? Normal ! Regardez : nous sommes en février. LE mois de l'année où nous dormons tous le plus mal, selon une étude britannique. Des experts britanniques ont, à l'initiative d'un programme internet d'exercices anti-insomnie, analysé les 21 000 questionnaires de la Grande Etude sur le sommeil qui avait été organisée en Grande-Bretagne en 2012. On apprend ainsi qu'en février, nous mettons 8 mn de

plus pour sombrer dans le sommeil. Plus précisément, il nous faut en moyenne 55 mn pour nous endormir alors qu'il faudra compter les moutons pendant seulement 48 mn en mars. En outre, en ce mois de février, les personnes qui souffrent d'insomnie restent éveillées 10 mn de plus qu'en mars.

Pour le Pr Colin Espie, qui a dirigé cette étude, plusieurs facteurs expliquent notre mauvais sommeil : février est le mois de l'année où il fait le plus froid donc nous avons tendance à surchauffer nos habitations, ce qui n'aide pas à bien dormir (la règle d'or pour un sommeil de plomb : 19° dans la chambre !). C'est aussi le mois de

l'année où il y a le moins d'heures d'ensoleillement.

Certes, les journées rallongent un peu mais le manque de lumière du soleil en ce mois traditionnellement gris se fait sentir et joue sur notre moral et sur la qualité de notre sommeil.

« Sur les 21 000 personnes qui ont répondu au questionnaire sur le sommeil mois après mois, 68% se sont plaints de mal dormir et d'être particulièrement fatigués en février alors qu'ils n'étaient plus que 39% en mars. Et ce sont les femmes qui sont le plus affectées par cette baisse de qualité du sommeil en ce mois gris et froid » ajoute le Pr Espie.

## L'éducation : une solution pour être en bonne santé



Être diplômé est bon pour la santé, protège du tabac, de l'alcool et permet aussi de moins subir les effets de la crise.

Le 21e rapport «Regards sur l'éducation» de l'Organisation de coopération et de développement économiques (Ocde), révèle tous les avantages de faire des études supérieures.

### Éducation et crise

L'édition 2019 de Regards sur l'éducation démontre à quel point les qualifications professionnelles offrent une voie d'accès efficace à l'emploi : dans les pays où la part des diplômés de l'enseignement professionnel est plus élevée que la moyenne (32 %), comme l'Allemagne, l'Autriche, le Luxembourg ou la Suisse, le chômage des 25-34 ans diplômés a nettement moins augmenté par rapport à celui de leurs homologues diplômés de la filière générale du deuxième cycle du secondaire, voire a diminué.

### Des chiffres inquiétants

Le taux de chômage des personnes qui n'ont pas terminé le deuxième cycle de l'enseignement secondaire est près de trois fois plus élevé (13 % en moyenne dans les pays de l'Ocde) que celui des diplômés du supérieur (5 %). Entre 2008 et 2011, le taux de chômage des personnes peu qualifiées a augmenté de 4% environ, contre 1,7% seulement pour les travailleurs hautement qualifiés.

«Aujourd'hui, il est plus important que jamais de quitter l'école avec un bon niveau de qualification», souligne Angel Gurria, Secrétaire général de l'Ocde. «Les pouvoirs publics doivent axer leurs efforts sur les mesures en faveur des jeunes, plus particulièrement des jeunes moins qualifiés, les plus exposés au risque de bas salaire. Ils doivent avoir pour priorité de réduire le taux d'abandon scolaire et d'investir dans une éducation axée sur les compétences, où le monde du travail est pleinement intégré à l'enseignement».

### Éducation et santé

Toujours d'après cette étude, on apprend aussi que les adultes au niveau d'instruction élevé sont moins susceptibles de fumer ou d'être obèses. En moyenne dans 23 pays de l'Ocde, la probabilité que les diplômés du supérieur fument est inférieure de 16 points de pourcentage par rapport aux personnes non diplômées du deuxième cycle du secondaire.

© Reportage.be

# COMMENT BOOSTER SON PLAN BRÛLE-GRAISSES QUAND ON FAIT DU SPORT ?

*Côté sport, on est parée. Maintenant, on s'attaque au contenu de notre assiette. C'est quoi la bonne alimentation pour brûler les graisses ?*

Désolé pour la mauvaise nouvelle : aucun aliment n'est réellement brûle-graisses. En revanche, certains aident à limiter l'absorption des graisses (les aliments riches en fibres solubles comme la pomme, l'aubergine ou le son d'avoine...) et d'autres favorisent la masse maigre : c'est le cas des sources de protéines, comme les viandes maigres, les poissons, les œufs, le tofu...

## C'est quoi la base de l'alimentation brûle-graisses ?

« L'alimentation brûle-graisses doit privilégier les nutriments qui favorisent la densité musculaire, explique Raphaël Gruman. Les muscles sont en effet indispensables pour brûler davantage d'énergie. Chaque repas doit donc apporter un peu de protéines : un œuf, une tranche de jambon ou un peu de blanc de dinde au petit déjeuner, et une portion de poisson ou de viande blanche (dinde, veau, poulet...) au déjeuner comme au dîner. »

## Faut-il éliminer le pain, les pâtes... ?

Surtout pas, les glucides sont indispensables à l'organisme, et d'autant plus en cas de pratique sportive. Le matin, on privilégie le pain complet, aux céréales ou noir (vollkornbrot).

« À midi, on consomme systématiquement des glucides complexes pour apporter de l'énergie et éviter d'avoir faim dans l'après-midi, explique le nutritionniste. J'ai une préférence pour les légumes secs comme les lentilles, les fèves ou les haricots, et le quinoa. Ils apportent des protéines végétales, et leur index glycémique, très bas, évite une forte sollicitation de l'insuline et limite ainsi le stockage. » On peut aussi choisir des céréales (pâtes, riz...) mais dans ce cas, on prend toujours complètes et jamais blanches (raffinées).



## A-t-on droit à un goûter ?

Une collation, oui, du grignotage, interdit ! En cas de petite faim, et pour éviter les craquages sur des aliments stocke-graisses comme les chips, cacahuètes et autres sucreries, on s'accorde en rentrant chez soi un laitage ou un fruit.

En revanche, si on a prévu une séance de sport vers 18 ou 19 h, on prend une tranche de pain complet avec 1 ou 2 carrés de chocolat noir et 1 fruit.

## Et côté matières grasses ?

On diminue toutes les graisses de mauvaise qualité et superflues : usage excessif dans les cuissons mais aussi sources cachées dans les viennoiseries, les plats cuisinés, les sauces, les biscuits... « Le beurre, la bonne astuce consiste à troquer le beurre des tartines contre un fromage frais à 0 %, qui apporte en plus du calcium et des protéines », conseille Raphaël Gruman. Et on conserve simplement un peu d'huile pour les assaisonnements (2 c. à soupe par jour), comme l'huile d'olive ou de colza, la première pour ses antioxydants et la seconde pour ses oméga 3.

## BIEN CHOISIR SON MODE DE CUISSON POUR PRÉSERVER AU MIEUX SES ALIMENTS

*Quelles cuissons choisir pour préserver au mieux les qualités nutritionnelles des aliments ? Certains modes de cuisson préservent mieux les nutriments que d'autres n'ont pas, mais savez-vous lesquels ?*

### La cuisson vapeur

**Ses plus :** championne du goût et de la légèreté (on cuit sans le moindre gras), elle conserve les qualités aromatiques et organoleptiques des aliments (moelleux, fondant, croquant, couleur). Quant aux minéraux et aux vitamines, ils sont préservés avec un cult-vapeur dernière génération (dit « à vapeur douce ») permettant une cuisson rapide dans une eau ne dépassant pas 100 °C. Ainsi, le brocoli conserve, par exemple, 86 % de sa vitamine.

**Ses moins :** dues à la chaleur, les pertes en vitamine C avoisinent les 30 % avec un cult-vapeur classique. C'est bien pour... les fruits à compote : un grand nombre de légumes (chou-fleur, brocoli, courgette, asperge, artichaut, poireau, pomme de terre...), les céréales et les légumineuses (parfaitement moelleuses) et les filets de poisson qui conservent saveur et texture.

### Le wok

**Ses plus :** ce mode de préparation, qui reste light à condition de cuire les ingrédients dans une cuillerée à soupe d'huile d'olive (et pas plus), préserve plutôt bien les vitamines (perte autour de 25 %) et totalement les minéraux. Ceci parce que les aliments ne trempent pas dans l'eau et que leur temps de cuisson est court. Les légumes gardent leur bon goût et restent croquants.

**Ses moins :** cette cuisson impose un temps de préparation un peu long pour émincer ou couper les aliments à la taille d'une bouchée afin de les saisir rapidement.

C'est bien pour... réaliser des poêlées riches en goût, en couleurs et en micronutriments variés, avec des champignons, des carottes, des courgettes, des oignons, des germes de soja, du fenouil.

### La papillote

**Ses plus :** protégé par son enveloppe protectrice, l'aliment cuit dans son sac de végétation sans que l'on soit obligé d'utiliser un corps gras. S'il reste à l'abri de l'air et qu'il n'y a donc pas d'oxydation (pour cela, assurez-vous d'avoir totalement fermé votre papillote), les oligoéléments, minéraux sont préservés au maximum, ainsi que 70 % des vitamines environ.

**Ses moins :** la saveur des aliments est moins prononcée qu'avec la cuisson à l'étouffée (dans un faitout ou une cocotte), d'où l'intérêt de les faire cuire avec des épices ou des herbes aromatiques. Et pour éviter le risque de passage de microparticules d'aluminium dans les aliments, mieux vaut utiliser du papier sulfurisé pour réaliser les papillotes. C'est bien pour... les légumes, les fruits (prunes, pêches, abricots), les filets de poisson.

## La délégation sahraouie dénonce l'arrestation de la militante sahraouie Lefkir



La délégation d'activistes sahraouis issus des territoires occupés, participant aux travaux de la 44<sup>ème</sup> Conférence européenne de soutien et de solidarité avec le peuple sahraoui (EUCOCO), ont réaffirmé leur détermination à poursuivre la lutte pacifique face à l'occupant marocain quels qu'en soient les sacrifices dénonçant, par la même occasion, l'arrestation arbitraire de la militante sahraouie Mahfouda Lefkir.

"Les objectifs suprêmes défendus par les activistes sahraouis sont inaliénable et non négociables et les arrestations continues dont celle récemment de la militante Mahfouda Lefkir, qui assistait à un procès politique, est la preuve tangible de la détermination à défier l'ennemi et à poursuivre la résistance civile", ont ils affirmé dans leurs interventions.

La délégation sahraouie a mis en avant, dans ce contexte, la situation catastrophique des droits de l'Homme dans les territoires occupés et les graves violations et crimes de guerre perpétrés par l'occupant marocain, de manière systématique, contre les civils sahraouis désarmés, notamment les militants des droits de l'Homme et les journalistes.

Outre la violation du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, la délégation a expliqué que "la politique coloniale ciblant le pillage systématique et dangereux des ressources du peuple sahraoui avec la complicité de nombre de compagnies multinationales constitue le plus grand crime d'atteinte à la souveraineté du peuple sahraoui sur ses ressources, soulignant "les pressions exercées contre les organisations et instances dénonçant le pillage des ressources naturelles sahraouies, pierre angulaire du conflit au Sahara Occidental et véritable raison du maintien du statu quo".

Cette Conférence a été également l'occasion de mettre la lumière sur la situation catastrophique des détenus politiques sahraouis dans les geôles marocaines où sont transgressés leurs droits les plus rudimentaires en violation de la quatrième Convention de Genève.

Plus de 500 personnes prennent part aux travaux de la 44<sup>ème</sup> Conférence européenne de soutien et de solidarité avec le peuple sahraoui (Eucoco) qui a débuté vendredi, représentant des associations, des organisations politiques, des syndicats, des comités de solidarité et des députés de différentes forces politiques du monde entier pour définir de nouvelles stratégies d'action et de pression pour accompagner le peuple sahraoui dans sa lutte pour l'autodétermination et l'indépendance.

Les intervenants ont affirmé, lors du premier jour des travaux de la Conférence, que la 44<sup>e</sup> Eucoco était une occasion pour renouveler l'appel à la mise en œuvre du plan de paix de l'ONU, accepté par les deux parties du conflit, Le Front Polisario et le Sahara Occidental, et adopté par le Conseil de sécurité et qui vise l'organisation d'un référendum d'autodétermination pour parvenir à une solution juste et définitive à ce conflit.

## SAHARA OCCIDENTAL: Poursuite des travaux de la 44<sup>e</sup> Eucoco

Les travaux de la 44<sup>e</sup> Conférence européenne de soutien et de solidarité avec le peuple sahraoui (Eucoco) se poursuivaient hier à Vitoria-Gasteiz (Espagne) avec la participation de plus de 500 représentants de délégations venues des quatre coins du monde.

La Conférence qui a débuté la veille sous le slogan "1975-2019, 44 ans de lutte pour l'Indépendance. La Décolonisation du Sahara occidental, une garantie pour la Paix et la Stabilité dans la Région", a réuni des représentants d'associations, d'organisations politiques, de syndicats, de comités de solidarité et des députés de différentes forces politiques du monde entier pour définir de nouvelles stratégies de travail et de pression pour accompagner le peuple sahraoui dans sa lutte pour l'autodétermination et l'indépendance.

Au programme de ce deuxième et dernier jour, plusieurs ateliers, groupes de travail et rencontres sont programmés par la Commission organisatrice dans différents thèmes: "Politique et information", "Consolidation de l'Etat sahraoui" ainsi que "Droits humains et territoires occupés" et celui traitant des "Ressources naturelles sahraouies".

"Les intervenants discuteront du sujet relatif aux ressources et élaboreront des stratégies claires pour les protéger face au pillage mené par l'occupant marocain avec la complicité des entreprises étrangères, notamment européennes", a-t-on souligné auprès des organisateurs.

Le Premier ministre sahraoui, Mohammed Akeik, accompagné d'une importante délégation composée de ministres et de représentants de différentes institutions nationales a, lors de la séance inaugurale, remercié les autorités basques pour la bonne organisation et l'accueil réservé aux participants.

Il a également lancé un appel aux Nations unies "pour qu'elles agissent urgemment et mette fin à l'occupation marocaine illégale des territoires sahraouis", rappelant la dette "historique, morale et politique" de l'Etat espagnol envers le peuple sahraoui, sous occupation depuis plus de quatre décennies.

De son côté, le président de l'Eucoco, Pierre Galland, avait appelé l'ONU à dépêcher des missions de surveillance des droits de l'Homme au Sahara



occidental occupé où les Sahraouis subissent des violations commises par les forces d'occupation marocaines.

"Je lance un appel à l'ONU pour qu'elle envoie des missions dans les territoires sahraouis occupés, où les Sahraouis pacifiques, sont victimes des atrocités marocaines", a-t-il lancé.

"Je profite de cette occasion pour interpellé Michel Bachelet, Haut-Commissaire pour les droits de l'Homme, pour qu'elle dépêche rapidement une mission afin de répertorier les violations marocaines au Sahara occidental, au su et au vu de la communauté internationale", a ajouté M. Galland.

Le représentant du parti espagnol Podemos, Juan Luis Uribe, s'est engagé que son parti va mener une "réflexion sérieuse et approfondie" sur la décolonisation du Sahara occidental, soulignant que l'Espagne doit assumer ses responsabilités envers le peuple sahraoui. De même pour la présidente du Parlement basque, Bakaratxo Tejeria, qui a assuré que les institutions régionales des Pays-basques vont accompagner le peuple sahraoui dans leurs luttes contre l'occupant marocain jusqu'à l'indépendance.

### M. Sidati rappelle la responsabilité de l'Espagne et de l'UE

Le ministre sahraoui délégué aux Affaires européennes, Mohamed Sidati, a souligné samedi à Vitoria-Gasteiz que l'Eucoco "constitue un mes-

sage clair adressé à l'Espagne et à l'Union européenne (UE) pour leur rappeler leur responsabilité dans le conflit au Sahara occidental et les entraves pour la recherche d'une solution définitive et juste". M. Sidati, qui s'exprimait dans une déclaration à l'APS, en marge des travaux de la 44<sup>e</sup> Conférence européenne de soutien et de solidarité avec le peuple sahraoui (Eucoco), a dénoncé l'implication de l'UE dans l'exploitation illégale des ressources naturelles sahraouies et la violation du droit international. "L'Europe, avec une politique maladroite, alimente l'occupation illégale marocaine au Sahara Occidental", a-t-il soutenu. "C'est un message fort pour l'occupation et la répression marocaines, mais c'est aussi un message d'espoir qui démontre que le mouvement de solidarité avec le peuple sahraoui est renforcé et continue d'accompagner cette lutte jusqu'à la fin de la lutte pour la paix et la sécurité, la liberté et l'indépendance", a ajouté le responsable sahraoui.

De Vitoria-Gasteiz, la 44<sup>ème</sup> Eucoco demande à l'Espagne d'assumer ses responsabilités dans la recherche d'une solution au conflit du Sahara occidental et que le nouveau gouvernement prend une position constructive, a également indiqué M. Sidati. Cette conférence, qui a reçu le soutien du gouvernement basque, de la Députation régionale et du conseil municipal de Vitoria-Gasteiz, a vu la participation d'une impor-

tante délégation sahraouie, conduite par le Premier ministre, Mohammed Akeik, ainsi que d'une large représentation d'organisations et d'institutions solidaires avec le peuple sahraoui des cinq continents.

Sont également présents des membres d'institutions régionales et locales, d'organisations syndicales, d'ONG, de juristes, de personnalités du monde de la culture et d'associations d'amitié avec le peuple sahraoui.

### Soutien ferme du Panama à la cause sahraouie (député)

Le député à l'Assemblée panaméenne, Luis Esquivel, a réaffirmé, samedi à Vitoria-Gasteiz (Espagne) le soutien ferme de son pays au peuple sahraoui dans sa lutte pour l'indépendance.

"D'ici, de Vitoria, je lance un appel à la communauté internationale et surtout à l'ONU, pour rappeler que toutes les résolutions internationales garantissent au peuple sahraoui le droit à l'autodétermination", a lancé M.

Esquivel, dans une déclaration à l'APS, en marge des travaux de la 44<sup>e</sup> Conférence européenne de soutien et de solidarité avec le peuple sahraoui (Eucoco).

Et d'ajouter: "De ce principe, je réitère le soutien ferme de mon pays au peuple sahraoui dans sa lutte contre l'occupant marocain".

"J'espère que cette Eucoco sera la dernière, et que 2020 sera celle de l'indépendance du Sahara occidental", a ajouté le parlementaire panaméen. Les travaux de la 44<sup>e</sup> Eucoco, entamés vendredi se poursuivaient, samedi avec quatre ateliers au programme.

Pour cette 44<sup>e</sup> édition de l'Eucoco, qui se tient sous le slogan, "1975-2019, 44 ans de lutte pour l'Indépendance".

La Décolonisation du Sahara occidental, une garantie pour la Paix et la Stabilité dans la Région", plus de 500 participants venus des quatre coins du monde, ont souligné au premier jour des travaux leur attachement au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

## 44<sup>e</sup> Eucoco: Carmelo Ramirez appelle à unir les forces au niveau européen

Le président de la Fédération des institutions de solidarité avec le Sahara occidental (Fedissah), Carmelo Ramirez, a appelé vendredi à VITORIA-GASTEIZ, à unir les forces et multiplier les actions afin de faire pression sur les différents gouvernements et de soutenir le peuple sahraoui dans sa juste lutte.

Intervenant lors de la 44<sup>ème</sup> Conférence européenne de soutien et de solidarité avec le peuple sahraoui (Eucoco), dont les travaux ont débuté vendredi en fin d'après-midi, M. Ramirez voit dans les «initiatives de nature politique une action essentielle pour renfor-

cer la pression exercée sur le régime marocain et ses alliés".

«Nous devons visualiser ce conflit dans l'opinion publique afin que les gens sachent qu'il n'est pas résolu», a ajouté le président de la Fedissah, dans sa déclaration lors de cette Conférence qui se tient cette année sous le slogan, «1975-2019, 44 ans de lutte pour l'Indépendance».

La Décolonisation du Sahara occidental, une garantie pour la Paix et la Stabilité dans la Région». Sur un autre plan, M. Ramirez a plaidé pour une stratégie de travail bien définie pour soutenir la consolidation de la République arabe sahraoui démocratique (RASD) et

accorder une attention particulière aux services publics dont bénéficient les Sahraouis vivant dans les camps de réfugiés et dans les zones libérées.

«Nous devons garantir les conditions de vie les plus dignes possibles au peuple sahraoui», a déclaré Ramirez. Dans une autre proposition, Carmelo Ramirez a demandé à organiser des visites dans les zones sahraouies occupées pour mettre en lumière la situation des violations des droits de l'Homme dans laquelle vivent des centaines de milliers de Sahraouis et à la participation de délégations à des évé-

nements internationaux. Enfin, M. Ramirez demande que les différents ateliers du 44<sup>e</sup> Eucoco soient utilisés pour élaborer des documents et des stratégies d'action avec une approche bien définie.

Pour le deuxième jour des travaux, samedi, des regroupements et des ateliers et des groupes de travail, ont été élaborés par la Commission organisatrice. Les ateliers sont: «Ressources naturelles sahraouies» et «Consolidation de l'Etat sahraoui». Un autre atelier est également à l'ordre du jour, «Droits humains et territoires occupés».

## JAPON:

## La présence militaire américaine «préoccupe» Moscou (Lavrov)

La présence militaire américaine sur le sol japonais gêne un rapprochement nippo-russe et "préoccupe" la Russie pour sa sécurité, a déclaré samedi le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov à Nagoya (centre du Japon).

"La présence militaire américaine est bien sûr un problème sur la voie d'une évolution dans la qualité des relations russo-japonaises", a déclaré M. Lavrov au cours d'un point de presse à l'issue de la réunion des ministres des Affaires étrangères du G20. Les deux pays discutent régulièrement de la manière de parvenir à la signature d'un traité de paix toujours en suspens depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ce blocage est dû à un différend territorial concernant quatre îles volcaniques des Kouriles du Sud, appelées Territoires du Nord au Japon.

Tokyo considère officiellement ces quatre îles annexées par l'URSS en 1945 comme appartenant au territoire du Japon. En novembre 2018, le président russe Vladimir Poutine et le Premier ministre japonais Shinzo Abe ont convenu à Singapour d'accélérer les pourparlers sur la base d'une déclaration de 1956.

"Quand la déclaration de 1956 était en discussion, l'Union soviétique avait déjà dit que toute cette déclaration ne pourrait être pleinement réalisée que dans le contexte d'une cessation de la présence américaine sur le territoire du Japon", a poursuivi M. Lavrov.

La déclaration de 1956, document qui avait rétabli les relations diplo-



matiques entre le Japon et l'Union soviétique, mentionne la restitution de deux des quatre îles au Japon, mais seulement une fois la paix signée.

Ce texte avait été annulé par l'URSS en 1960 après la signature d'un traité de coopération entre Tokyo et Washington.

"Nous avons transmis à nos collègues japonais (...) l'ensemble des préoccupations concrètes de la Fédération de Russie sur sa sécurité - du fait de la présence, du développe-

ment et du renforcement constant de l'alliance politico-militaire nippo-américaine", a ajouté M. Lavrov.

Tokyo et Washington sont liés par un traité de sécurité mutuelle.

Quelque 54.000 militaires américains sont actuellement stationnés au Japon. "Nos collègues japonais ont promis de réagir à ces préoccupations.

Nous allons attendre leur réponse et poursuivre la discussion", toujours selon le ministre russe des Affaires étrangères.

## BOLIVIE:

## Dialogue entre gouvernement provisoire et contestation

Le gouvernement provisoire de Bolivie et les différentes factions qui le contestent débiteront samedi un dialogue pour mettre un terme à une crise politique et sociale ayant déjà coûté la vie à 32 personnes, a affirmé vendredi le ministre des Travaux publics Yerko Nuñez. «A 16h00 (20h00 GMT) nous allons commencer à dialoguer pour pacifier le pays», a-t-il indiqué dans une déclaration à la presse en tant que porte-parole de l'exécutif qui a pris le pouvoir après la démission du président Evo Morales.

M. Nuñez a dit avoir l'accord de toutes les tendances impliquées dans les manifestations déclenchées depuis le départ de M. Morales, exilé au Mexique.

«Demain samedi nous instaurerons le dialogue pour avoir un pays à 100% débarrassé des barrages et pour qu'il puisse se pacifier et revenir à la normale», a ajouté le ministre.

Selon lui les pourparlers doivent avoir lieu au palais présidentiel. «Il y a une grande volonté de résoudre et mettre un terme à cet épisode de la meilleure manière», a-t-il estimé. Evo Morales, 60 ans, premier président indigène de Bolivie, a démissionné le 10 novembre sous la pression de manifestations de l'opposition et après avoir été lâché par l'armée.

Depuis le Mexique, il s'est dit victime du «coup d'Etat le plus astucieux et le plus odieux de l'histoire».

## CHILI:

## Le gouvernement appelle au calme devant la recrudescence des violences



Le gouvernement chilien a appelé vendredi au calme devant la recrudescence des violences dans les manifestations de protestation sociale, qui durent depuis cinq semaines et ont fait 23 morts et plus de 2.000 blessés. «Je souhaite lancer un appel profond et sincère à toutes les forces politiques pour qu'elles appellent à la paix», a déclaré le ministre de l'Intérieur, Gonzalo Blumel. Parvenir à rétablir le calme «est la mission la plus importante que nous ayons aujourd'hui en tant que pays», a ajouté le ministre. Les autorités ont annoncé vendredi que le nombre des personnes mortes dans le cadre des manifestations qui ont débuté le 18 octobre était passé à 23, avec le décès la veille d'un adolescent de 13 ans à Arica (nord). «La police a annoncé le décès d'un mineur de 13 ans renversé par une camionnette pendant une manifestation», a déclaré dans un communiqué le sous-secrétariat à l'Intérieur.

La victime se trouvait sur une barricade érigée avec des pneus sur la route qui relie Arica, à 2.800 kilomètres au nord de Santiago près de la frontière péruvienne, au reste du pays. Un automobiliste a percuté les manifestants, tuant l'adolescent et blessant «grièvement» un adulte qui l'accompagnait, selon le parquet d'Arica. Le conducteur a été arrêté.

Bien que les manifestations antigouvernementales mobilisent moins qu'au début du mouvement, les pillages et incendies ne cessent pas et on observe dernièrement une recrudescence des actes de violence.

Des troubles graves se sont ainsi produits jeudi à Santiago et dans d'autres villes comme Valparaíso, Arica, Antofagasta et Concepción.

Outre le 23e décès, le bilan des troubles de jeudi a été de 128 blessés (civils et membres des forces de l'ordre) et 767 arrestations, a annoncé vendredi le sous-secrétariat à l'Intérieur.

A Santiago, en particulier, et dans plusieurs quartiers périphériques de la capitale comme Puento Alto, Quilicura ou Maipu, la nuit de jeudi à vendredi avait été marquée par des attaques contre des commerces, des postes de police et des stations-service.

APR

## ONU - ALLEMAGNE:

## Le SG de l'ONU demain à Berlin pour le 14<sup>e</sup> Forum sur la gouvernance de l'internet

Le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, se rendra lundi à Berlin pour participer au 14<sup>e</sup> Forum des Nations-Unies sur la gouvernance de l'internet, organisé cette année par le gouvernement allemand, sous le thème «Un monde, une toile, une vision», a indiqué vendredi son porte-parole.

Ce Forum réunit chaque année toutes les parties prenantes concernées pour les encourager à débattre de l'ensemble des questions de politique publique relatives à l'internet.

Le chef de l'ONU devra ainsi rejoindre la Chancelière allemande Angela Merkel pour la cérémonie d'ouverture du



Forum prévue mardi.

M. Guterres devra souligner, à cette occasion, l'importance de ce Forum sur la gouvernance de l'internet, qui rassemble des milliers de représentants gouvernementaux, des spécialistes de la société civile et

des technologies, pour la recherche des meilleurs moyens d'assurer un internet libre, sécurisé et ouvert, a fait savoir le porte-parole.

Il plaidera également pour un accès universel et abordable à Internet à l'ho-

rizon 2030, «un monde dans lequel un meilleur accès à la technologie ne conduit pas à une montée des divisions politiques et sociales, et ne porte atteinte aux droits de l'homme».

Le Secrétaire général de l'ONU aura également des entretiens bilatéraux avec le président de la République fédérale d'Allemagne, Frank-Walter Steinmeier, la Chancelière Angela Merkel, ainsi que d'autres hauts responsables allemands.

M. Guterres visitera également une école ouverte en 2015 pour dispenser un enseignement technologique aux réfugiés installés en Allemagne, selon la même source.

## CHINE - YÉMEN:

## La Chine appelle les parties yéménites à «saisir l'occasion» de reprendre le processus politique

La Chine a appelé vendredi les parties concernées au Yémen à «saisir l'occasion» que présentent les derniers développements positifs dans ce pays déchiré par la guerre, afin de reprendre le processus politique, a déclaré un envoyé de la Chine à l'ONU. Lors d'une réunion du Conseil de sécurité consacrée à la question du Yémen, Zhang Jun, représentant permanent de la Chine auprès de l'ONU, a salué les signes d'apaisement connus dans la situation au Yémen avec la signature de l'Accord de

Riyadh le 5 novembre entre le gouvernement et les séparatistes du Conseil de transition du Sud.

Il a appelé les Nations Unies et les pays de la région à saisir cette occasion pour encourager davantage les parties yéménites à combler leurs différends et à s'efforcer de reprendre rapidement le processus de règlement politique au Yémen, soulignant que les parties yéménites devraient s'abstenir de toute mesure qui risquerait de mener à une escalade des tensions. A cet effet, elles doi-

vent faire preuve de volonté politique, cesser de violer l'accord de cessez-le-feu, et s'assurer que l'accord de Hodeïda soit mis en œuvre dans son intégralité, a souligné l'envoyé chinois.

Le Conseil de sécurité devrait à son tour rester uni en soutenant fermement la souveraineté, l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriale du Yémen, et apporter un soutien politique à l'effort diplomatique des Nations Unies et des pays de la région, a-t-il poursuivi.

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA : TIPAZA  
DAIRA : KOLEA  
CPMUNE : KOLEA  
NIF : 096242359568208

## AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCES DES CAPACITÉS MINIMALES N°...06.../2019

Le président de la commune de Koléa Wilaya De Tipaza lance un avis d'appel d'offre national ouvert avec exigences des capacités minimales pour le projet suivant :

\*دراسة و تهيئة المدرسة الابتدائية ابن باديس-القلبية\*

Les entreprises intéressées qualifiées en bâtiment catégorie 03 et plus activité principale ayant réalisé au mois un projet de même nature (aménagement ou réaménagement, réhabilitation, réfection, restauration d'un équipement ou d'un immeuble) d'un montant supérieur ou égale à 12 000 000.00 DA justifié par une attestation de bonne exécution délivrée par un maître d'ouvrage public et un moyens de chiffre d'affaire des 3 derniers années (2016/2017/2018) supérieur ou égale à 12 000 000.00 DA peuvent retirer le cahier des charges auprès du bureau des marchés de la commune KOLEA contre paiement de tirage fixé à 5000 DA auprès du trésor de la commune, et comme indiqué dans le cahier de charges les offres doivent être accompagnées des pièces suivantes :

### 1/LE DOSSIER DE CANDIDATURE

1. La déclaration de candidature dûment remplie, signée, datée et cachetée par le soumissionnaire ;
2. La déclaration de probité dûment remplie, signée, datée et cachetée par le soumissionnaire;
3. Copie du certificat de qualification professionnelle activité principale dans le domaine bâtiment catégorie (trois 03) et plus (en cours de validité);
4. Copie du statut pour les sociétés;
5. Copies des bilans financiers des trois dernières années (2016, 2017,2018) doivent porter l'accusé de dépôt auprès des services des impôts et le C20.
6. Copies des Attestations de bonne exécution des travaux de même nature (aménagement ou réaménagement, réhabilitation, réfection, restauration) d'un montant supérieur ou égale à 12 000 000.00 DA délivrées et signées par les maîtres d'ouvrage publics.
7. La liste nominative du personnel cachetés, signée et datée par le soumissionnaire appuyée par des copies d'attestation d'affiliation CNAS, CASNOS, et CACOBATH.
8. La liste des moyens matériels dont dispose l'entreprise (signée, datée et cachetée) par le soumissionnaire, accompagnée des copies de cartes grises avec attestations d'assurance en cours de validité pour le matériel roulant et copies du PV d'huissier de justice, PV d'expert agréé, factures d'achats pour le matériel non roulant ou contrat de location.

### 2- OFFRE TECHNIQUE

- la déclaration a souscrire dûment remplie et signée
- Le cahier des charges remplie et signé portant à la dernière page la mention manuscrite « lu et accepté »
- délai avec planning des travaux, en chiffre et en lettre, signé, daté et cacheté.
- mémoire technique.

### 3-OFFRE FINANCIERE

- Lettre de soumission dûment remplie, datée et signée
- Bordereau des prix unitaires dûment remplie en chiffre et en lettre signé, daté et cacheté par le soumissionnaire.
- Détail quantitatif et estimatif remplie, signée, daté et cacheté par le soumissionnaire

Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et offre financière.

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière, sont insérées dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise la référence de l'objet de l'appel d'offre ainsi la mention « Dossier de candidature » « Offre Technique » ou « Offre Financière » selon les cas.

Ces enveloppes sont mises dans un autre enveloppe cacheté et anonyme, comporte la mention suivante :

" À N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLS ET D'EVALUATION  
DES OFFRES "  
APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCES DES CAPACITES MINIMALES  
N°...06.../2019  
\*دراسة و تهيئة المدرسة الابتدائية ابن باديس-القلبية\*  
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA COMMUNE DE KOLEA

- les entreprises soumissionnaires sont invitées à la séance d'ouvertures des plis qui aura lieu au siège de la commune DE KOLEA W TIPAZA qui sera le jour correspondant à la date de dépôt des offres à 14h00. Si la date d'ouverture plus coïncide avec un jour férié ou week-end la date sera le jour qui suit.
- Le délai de préparation des offres est fixé à 20 (vingt) jours à partir de la première parution sur les quotidiens nationaux ou sur le BOMOP

les entreprises resteront engagées par leur offre pendant une période équivalente à la durée de préparation des offres augmentée de quatre vingt dix jours (90) jours à compter de la date de dépôt des offres.

**N/B:** les entreprises soumissionnaires sont invitées à compléter leurs dossiers dans les 10 jours qui suivent la date d'ouverture des plis.

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE TIPAZA DAIRA D'AHMER EL AIN COMMUNE DE SIDI RACHED

## DEMANDE DES PRÉSENTATIONS OUVERTES AVEC L'EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N°03/2019

N° D'IDENTIFICATION FISCALE : 098542349597305

Le président de la commune de Sidi Rached lance demande des présentations ouvertes avec l'exigence de capacités minimales

pour : La réalisation de projet suivant :

Projet : Etude, Suivi et Réalisation Aménagement Cité Sidemou Lot: Réalisation Aménagement

Les entreprises intéressées par le présent demande des présentations ouvertes avec l'exigence de capacités minimales

disposant d'un certificat de qualification et classification professionnelle dans le domaine du « Travaux public » Catégorie IV et plus, peuvent retirer le cahier des charges au près du service technique de la commune de Sidi Rached contre paiement de : 6000.00 DA.

La date limite de dépôt des offres est fixée à Quinze (15) jours à 14h00 à compter de la première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux et au BOMOP. Si la date limite coïncide avec le week-end ou avec un jour férié, cette dernière est reportée au premier jour ouvrable lui succédant.

Les offres doivent être déposées au niveau du siège d'APC de Sidi Rached (bureau des marchés) et devront comprendre séparément l'enveloppe de l'offre technique cacheté et l'enveloppe de l'offre financière cacheté enveloppe de candidatures sous enveloppe grand modèle anonyme, portant la mention suivant :

< A NE PAS OUVRIR SEULEMENT PAR COMITE DU PARTI POUR OUVRIR ET EVALUER LES OFFRES >  
demande des présentations ouvertes avec l'exigence de capacités minimales  
N°03/2019

Projet : Etude, Suivi et Réalisation Aménagement Cité Sidemou Lot: Réalisation Aménagement

Les soumissionnaires resteront engagées par leurs offres pendant une durée de cent Cinq (105) jours à compter du dernier jour de dépôt des offres.

Les offres doivent être obligatoirement accompagnées des pièces suivantes (légalisées et en cours de validités):

Le contenu de l'annonce de la demande de fichier de propositions

Selon l'article 67 du décret présidentiel 15-247correspondant au 16 Septembre pour 2015 contenant la réglementation des marchés publics et des mandats d'utilité publique consiste à exécuter la présentation technique et financière et le dossier de présentation

### I- Le dossier de candidatures

- La déclaration de candidature datée et cacheté.
- Déclaration de probité datée et cacheté.
- Copie de l'extrait du registre de commerce pour les sociétés commerciales
- Copie du statu dans le cas où le soumissionnaire est une société.
- Pour les documents actifs relatifs à qui permettent aux gens d'obliger l'institution
- Qualification et classe de certificat de classification des professionnels IV et plus de l'activité principal travaux publics.
- en cours de validité, année et au-dessus des activités de construction ou de travaux publics Valide.
- Extrait de Résumé fiscal (Extrait de rôle TVA- IBS - TAP) raffinerie de dette ou tressé et en vigueur à moins de (03) et les certificats des organismes de sécurité sociale (CNAS, CACOBATPH, CASNOS) pour les entrepreneurs nationaux originaux en vigueur.

- Une copie de la carte d'identification fiscale

- Une copie du certificat de se soumettre au régime fiscal C20

- Un extrait de son casier judiciaire d'une personne physique, gérant ou Directeur général de l'institution d'une entreprise (qui est valable la libération) en vigueur

- Une copie du certificat de dépôt de comptes sociaux pour les entreprises

certificat de Bonne exécution des mêmes travaux ou des projets similaires réalisés par la certification entrepreneur du parti signée de divers intérêts contractuels avec la partie contractante comprend une année de réalisation et le montant et intitulé de projet, Soumettre une liste des engins et diverses ressources matérielles, avec documents de preuve: fournir la carte grise ou contrat de location avec un certificat d'assurance valide (copie), mais pour le reste de votre équipement de l'atelier pour fournir les procès-verbaux de l'aperçu pour l'année en cours terminés copie du procès-verbal par le tribunal.

Un certificat d'autorisation auprès de la sécurité sociale des travailleurs et des cadres au plus tard 03 mois CNAS Attestation d'affiliation Avec des certificats (diplômes) pour l'ingénieur en Travaux Public et les techniciens en Travaux Public.

Résultats financiers pour les trois années récentes 2016-2017-2018 que ces produits financiers égalisés par une partie des intérêts de l'impôt.

- Dans le cas de rassembler les institutions sous forme de rassemblement de solidarité et de partenariat, ainsi que des documents antérieurs 'doit offrir un contrat indiquant la proportion de chaque institution et d'un certificat de la réadaptation et de la classification des professionnels requis 'qui pourraient être offerts à un membre de cette association.

### II- L'offre technique

- La déclaration à souscrire datée et cacheté (selon modèle ci-joint).
- Cahier des charges contient dans sa dernière page la mention " lu et accepté " manuscrite
- Planning de délais d'exécution signée daté et cacheté conforme aux délais de réalisation.

### III- L'offre financière :

- Lettre engagement datée et cacheté.
- Bordereau des prix unitaires
- Devis quantitatif et estimatif

L'ouverture des plis techniques et financiers aura lieu au siège d'APC de Sidi Rached, le dernier jour correspondant à la date de dépôt des offres à 14h00.

Les soumissionnaires peuvent assister à la séance d'ouverture des plis qui se tiendra à la date et l'heure citées ci-dessus

## UNESCO - INTELLIGENCE - ARTIFICIELLE: L'UNESCO prête à élaborer un instrument normatif mondial pour encadrer l'intelligence artificielle

L'UNESCO a indiqué vendredi dans un communiqué qu'elle était prête à élaborer des règles éthiques sur l'intelligence artificielle (IA) comme cadre normatif indispensable à cette nouvelle technologie en plein développement.

Une résolution adoptée à l'unanimité par sa Commission des sciences sociales et humaines a demandé à l'UNESCO d'élaborer un instrument normatif mondial sur l'éthique de l'IA, selon le communiqué. Cette décision devrait être formellement approuvée le 27 novembre à l'issue de la présente session de la Conférence générale de l'UNESCO. Le processus prévoit que l'Organisation réunira l'an prochain un groupe d'experts ad hoc pour préparer un projet de texte.

Une large consultation multipartite sur ce projet sera organisée entre mars et août 2020, puis envoyée aux Etats membres afin qu'ils donnent un avis avant la fin du mois de septembre suivant et deux réunions intergouvernementales seront



organisées en 2021 pour finaliser le texte de cet instrument normatif en gestation.

L'UNESCO a souligné la nécessité d'élaborer des principes éthiques pour

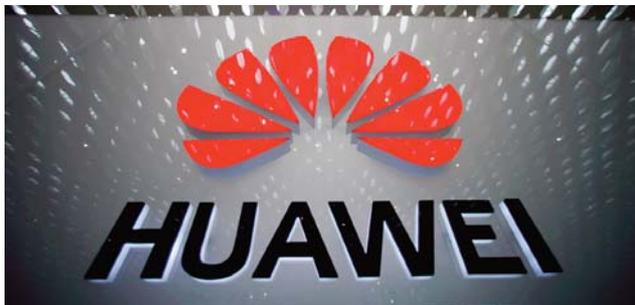
l'intelligence artificielle alignés sur une approche fondée sur les droits de l'homme et une vision centrée sur l'homme.

L'Organisation peut offrir "un point de vue diffé-

rent" sur la façon dont l'IA "changera fondamentalement" notre façon de fonctionner en tant que société et sur la mutation sociale à long terme qu'elle entraînera, selon le communiqué.

## USA-CHINE

### Washington veut remplacer les équipements Huawei et ZTE déjà en service



L'administration Trump a annoncé vendredi l'interdiction d'utiliser des fonds fédéraux pour acquérir de nouveaux équipements de Huawei et ZTE et réfléchit aux moyens de remplacer les équipements produits par ces groupes chinois déjà installés aux Etats-Unis.

«Dans ses efforts continus pour préserver la sécurité et l'intégrité des réseaux de communication du pays, l'agence fédérale de régulation des communications a interdit l'utilisation de son Fonds de service universel (USF), doté de 8,5 milliards de dollars par an, pour l'achat d'équipements et de services auprès de sociétés constituant une menace pour la sécurité nationale», indique la FCC dans un communiqué.

Dans un autre projet de réglementation, la FCC «propose d'exiger des entreprises recevant des fonds de l'USF (...) qu'elles retirent et remplacent les équipements et services existants des entreprises» ayant reçu des subventions, ajoute l'agence. Ces actions injustifiées

aurent de profonds effets négatifs sur la connectivité des Américains dans les zones rurales et mal desservies des Etats-Unis, a réagi Huawei dans un communiqué. La FCC invite ainsi aux «commentaires sur la manière de financer le retrait et le remplacement» des équipements en question. Elle recueillera en outre les informations pour déterminer la proportion des équipements de Huawei et de ZTE utilisés dans les réseaux de ces entreprises et pour évaluer les coûts associés à l'enlèvement et au remplacement des équipements.

Le département du Commerce américain avait en mai placé sur liste noire le géant chinois des télécoms, Huawei, soupçonné d'espionnage industriel. Pour l'heure, les entreprises américaines qui fournissent à Huawei des composants ne compromettent pas la sécurité nationale des Etats-Unis bénéficient de licences provisoires jusqu'au 16 février pour continuer de commercer avec la firme chinoise. Le département du Com-

merce avait justifié cette mesure pour continuer de servir les zones rurales américaines. Huawei a souligné vendredi que le fonds USF contribue précisément à rendre disponibles des services de télécommunication et d'internet à large bande «dans les communautés rurales et défavorisées».

«De nombreux opérateurs font confiance à Huawei pour ses équipements et services de haute qualité (...). Ces opérateurs perdront leur capacité à fournir des services de télécommunication et internet fiables et à haut débit.

Les écoles rurales, les hôpitaux et les bibliothèques en ressentiront les effets», met en garde le groupe. Les décisions de la FCC risquent de compliquer encore un peu plus la tâche des négociateurs américains et chinois qui tentent de finaliser un accord pour mettre fin à la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine.

Dans ce conflit, Washington et Pékin se disputent in fine la domination des technologies de demain. Le déploiement de la 5G, dont Huawei est le leader mondial en matière d'équipements, est au cœur de leur rivalité technologique.

«Un rideau de fer technologique» risque «d'affecter l'avenir de l'humanité», a mis en garde vendredi le président chinois Xi Jinping.

La technologie 5G, qui doit proposer un débit 100 fois plus rapide que celui des réseaux 4G existants, est présentée comme un bouleversement en matière de télécoms dans le monde avec de nouvelles applications: objets connectés, voitures sans conducteur, automatisation accrue, télémédecine, etc.

## ESPACE L'Otan inclut l'espace dans ses domaines d'opération



Les ministres des Affaires étrangères de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) sont convenus d'inclure l'espace dans les domaines d'opération de l'Alliance outre les domaines aérien, terrestre, maritime et informatique, a déclaré mercredi le secrétaire général de l'organisation Jens Stoltenberg.

Après la réunion des ministres des Affaires étrangères du Conseil de l'Atlantique Nord, M. Stoltenberg a défendu cette décision en déclarant que l'espace «peut être utilisé de manière agressive».

L'OTAN, dirigée par les Etats-Unis, prépare depuis longtemps la décision de mercredi. En février dernier, le président américain Donald Trump avait signé la Directive politique spatiale 4, demandant au Pentagone d'élaborer un projet de loi sur la création d'une force spatiale américaine. En août, il a dévoilé le nouveau Commandement spatial en qualifiant l'espace de «prochain théâtre d'opération». La Russie a mis en garde à plusieurs reprises contre les risques d'une course spatiale aux armements.

En septembre dernier, le président russe Vladimir Poutine avait en effet laissé entendre qu'une nouvelle course aux armements pourrait se mettre en branle entre la Russie et les Etats-Unis, et qu'elle pourrait s'étendre jusqu'à l'espace.

La réunion ministérielle a également été assombrie par des divergences sur le développement futur de l'OTAN entre ses membres clés. Dans une récente interview à The Economist, le président français Emmanuel Macron a appelé les alliés européens à prendre conscience des réalités de l'Alliance Atlantique avant qu'il ne soit trop tard.

«Ce que nous vivons actuellement, c'est la mort cérébrale de l'OTAN». L'Europe se trouve «au bord du précipice» et doit commencer à se penser stratégiquement en tant que puissance géopolitique, sinon «nous ne serons plus maîtres de notre destin». Les membres de l'alliance «devraient réévaluer la réalité de ce qu'est l'OTAN à la lumière de l'engagement des Etats-Unis», a déclaré M. Macron. Avant la réunion ministérielle de mercredi, le ministre allemand des Affaires étrangères Heiko Maas avait appelé les membres de l'Alliance à «renforcer politiquement l'OTAN à travers un processus structuré», selon le site Internet de l'édition européenne de POLITICO.

Un groupe d'experts dirigé par le secrétaire général de l'OTAN serait créé, selon la proposition de M. Maas, pour engager un débat politique sur la réflexion stratégique de l'alliance, a indiqué POLITICO, qualifiant cet appel de réaction en partie aux propos de M. Macron sur la «mort cérébrale».

La réunion ministérielle de mercredi a également servi de préparation au sommet de l'OTAN prévu à Londres les 3 et 4 décembre.

## ASTRONOMIE

### Une énergie record détectée dans le cosmos

Des astronomes ont détecté, après des explosions cosmiques extrêmement violentes, des rayonnements à des niveaux d'énergie encore jamais observés, selon des études publiées mercredi dans la revue Nature. Tout a commencé en juillet 2018, quand les télescopes spatiaux de la Nasa Fermi Gamma-ray et Swift détectent une explosion cosmique. Rebelote, en janvier 2019. Ces explosions, qui libèrent en quelques secondes plus

d'énergie que notre Soleil en 10 milliards d'années, donnent naissance à ce que l'on appelle des sursauts gamma, des jets de photons. Depuis la révélation de leur détection tout à fait fortuite, par deux satellites américains chargés de surveiller l'application du traité d'interdiction des essais nucléaires dans l'atmosphère, en 1967, les sursauts gamma constituent un des plus grands mystères de l'astrophysique. Aussitôt après les

détectations en 2018 et 2019, des alertes furent lancées aux astronomes du monde entier. Résultats: en juillet 2018, les télescopes du «High Energy Stereoscopic System» en Namibie détectent des photons d'une énergie de l'ordre de 0,1 à 0,4 TeV (tera électron volt), dix heures après l'explosion initiale. Puis en janvier 2019, des particules à des énergies encore plus fortes, entre 0,2 et 1 TeV, «soit l'équivalent de l'énergie libérée par les col-

lisions de protons dans le Grand collisionneur de hadrons, l'accélérateur de particules le plus puissant sur Terre», sont captées par les télescopes MAGIC, situés aux Canaries. «Ce sont de loin les photons les plus énergétiques jamais découverts à partir d'un sursaut gamma», explique Elisa Bernardini, une des responsables des télescopes MAGIC. Du jamais vu.





## DOPAGE: La Fédération internationale d'athlétisme suspend le processus de réadmission de la Russie

La Fédération internationale d'athlétisme a suspendu vendredi le processus de réadmission de la Russie, bannie depuis novembre 2015 en raison d'un vaste scandale de dopage institutionnel.

Cette décision, prise à huit mois des Jeux olympiques de Tokyo en 2020, intervient au lendemain de la suspension provisoire de cinq dirigeants de la Fédération russe d'athlétisme (Rusaf), dont son président Dmitri Chliakhtine, soupçonnés d'«obstruction à une enquête» visant le sauteur en hauteur Danil Lyсенko.

Les responsables de la Rusaf sont accusés d'avoir fourni de faux documents pour permettre au vice-champion du monde 2017 d'échapper à une sanction pour manquements à ses obligations de localisation pour les contrôles inopinés.

Outre la suspension qui frappe des dirigeants de la Rusaf, la Russie a aussi été épinglée ces derniers mois par l'Agence mondiale antidopage (AMA), qui enquête sur une possible falsification des données du laboratoire de Moscou - au cœur du système de dopage entre 2011 et 2015 - transmises à l'AMA et à l'Unité d'intégrité de l'athlétisme (AIU) pour leurs investigations.

Le comité exécutif de l'AMA doit se réunir le 9 décembre afin d'évaluer la procédure en cours contre l'Agence antidopage russe (Rusada) et de prendre d'éventuelles sanctions, qui pourraient aller jusqu'à une exclusion des Jeux olympiques de Tokyo en 2020.

Le Conseil de World Athletics a décidé également de geler le processus qui permettait aux athlètes russes jugés irréprochables par un panel antidopage de concourir sous bannière neutre et menacé le pays d'exclusion pure et simple à l'issue des décisions attendues de l'AMA et des enquêtes de l'AIU.

## COUPE DAVIS: L'Espagne égalise 1-1 face à l'Argentine en quarts de finale

L'Espagne a égalisé 1-1 contre l'Argentine en quarts de finale de la Coupe Davis après la victoire de Rafael Nadal sur Diego Schwartzman 6-1, 6-2 dans le second simple, vendredi à Madrid, et les deux équipes vont jouer le double décisif.

«J'ai joué à un très bon niveau et mon service est passé. Voyons comment ça va se passer» dans le double, a déclaré le N.1 mondial avant de quitter le court.

Guido Pella avait remporté le premier simple pour l'Argentine aux dépens de Pablo Carreno 6-7 (3/7), 7-6 (7/4), 6-1.

Au dernier moment, le capitaine espagnol Sergi Bruguera a décidé d'intégrer Nadal dans la paire de double au côté de Marcel Granollers à la place de Feliciano Lopez. En face, l'Argentine alignera Leonardo Mayer et Maximo Gonzalez.

Carreno a quant à lui été choisi pour jouer le premier simple en raison du départ précipité de Roberto Bautista la veille pour aller au chevet de son père, dont la Fédération espagnole a depuis annoncé le décès.

APS

## JM ORAN-2021 : Lancement imminent d'une chaîne " live streaming" pour la promotion de la 19<sup>e</sup> édition (COJM)

Une chaîne de télévision diffusant sur internet (live streaming) sera lancée dans les prochains jours par le comité d'organisation des jeux méditerranéens (COJM) dans le cadre des activités de promotion de la 19<sup>e</sup> édition de ces jeux, prévue à Oran lors de l'été 2021, a-t-on appris hier de cette instance.

Cette chaîne constitue l'un des supports médiatiques importants sur laquelle le COJM misera pour réussir son opération de promotion des JM que l'Algérie abritera pour la deuxième fois de son histoire, après avoir organisé à Alger l'édition de 1975, a-t-on précisé.

Il sera question de diffuser en direct différentes activités liées à la préparation de la prochaine édition, prévue du 25 juin au 5 juillet 2021, ainsi que des compétitions sportives et autres événements culturels et artistiques ayant trait à l'événement méditerranéen, souligne-t-on encore de même source.

Ce support médiatique sera aussi mis à profit pour la réalisation d'entretiens avec des personnalités sportives et culturelles de la ville, ainsi que la diffusion de reportages sur les sites touristiques dont dispose la capitale de l'Ouest du pays, étant donné que ce rendez-vous sportif sera une occasion pour promouvoir la destination Oran en matière de tourisme.

Il y a quelques jours, le COJM s'est doté également d'une page Facebook officielle



dans laquelle des informations sont diffusées quotidiennement sur les préparatifs des JM par les membres de commission des médias, et ce, en attendant de créer également un site web officiel dans les prochains jours, rappelle-t-on.

Compte tenu de l'importance de la communication

dans la réussite des JM, des directives ont été données par les autorités concernées pour les membres de la commission des médias afin passer à la vitesse supérieure après avoir constaté un «retard relatif» dans ce registre, avoue-t-on.

La commission des médias est scindée à plusieurs sous-

commissions qui auront pour rôle de prendre en charge les volets communication, accueil et prise en charge des journalistes appelés à couvrir l'événement ainsi que le marketing, étant donné que les organisateurs visent naturellement sur un retour d'investissement à l'occasion des jeux.

## CHAMPIONNAT NATIONALE DE RAFLE (3<sup>E</sup> ÉTAPE) : Légère domination de l'équipe d'Alger

La troisième étape du championnat national de raffle clôturé vendredi soir à Oran a été marquée par une légère domination de l'équipe d'Alger en remportant la première place dans deux épreuves.

En effet, Hmidouche Teriaki s'est illustré dans l'épreuve individuelle messieurs en battant en finale Brahim Kebiche de Sidi Bel-Abbès, alors qu'en double messieurs, le dernier mot est revenu aux Algérois également contre leurs homologues de Sidi Bel-Abbès.

Pour sa part, Lamia Aissouï de Mostaganem a remporté la première place en individuels filles aux dépens de sa

sœur Amel, tandis que l'équipe d'Oran l'a emporté face à son homologue de Chef en double filles.

Cette troisième étape, qui a vu la participation de 90 athlètes dont 30 filles, a connu «une légère amélioration en terme de niveau par rapport aux deux précédentes étapes», a estimé la directrice technique de la ligue de la wilaya d'Oran, Besma Boukarnasa, dans une déclaration à l'APS.

Elle a estimé que les athlètes auraient pu montrer un meilleur visage s'ils sont confiés à un plus grand nombre de compétitions.

«Le manque de compétitions porte

préjudice au raffle algérien, vu que le nombre des épreuves est très limité.

Figurez-vous que pour cette année 2019, nous avons eu droit qu'à quatre épreuves seulement jusque-là, à savoir la Coupe d'Algérie et trois étapes du championnat national déroulés respectivement en février, juin, octobre et novembre», a déploré cette technicienne également entraîneur du Rajaa Rhiadi d'Oran (RIO).

La quatrième et dernière étape du championnat national devrait avoir lieu à Alger, où il est prévu également l'organisation de la Coupe d'Algérie du raffle, rappelle-t-on.

## HANDBALL / EXCELLENCE (MESSIEURS) : Le MC Oued Tlelat de mal en pis, les industriels sensibilisés

Les autorités locales de la ville d'Oued Tlelat (Oran) ont organisé une réunion avec les responsables d'entreprises implantées dans les zones industrielles 1 et 2 de la localité pour les inciter à venir en aide au MC Oued Tlelat, nouveau promu en Excellence de handball (messieurs), a-t-on appris samedi de la direction de ce dernier.

Cette initiative, entreprise par le Chef de Daira et le Président de l'APC, vise à sensibiliser les industriels de la localité sur la situation délicate que traverse le club sur le plan financier, précise-t-

on de même source. L'accession historique parmi l'élite du MCOT, en fin de saison passée, a été également mise en relief au cours de cette réunion qui a eu lieu en fin de semaine, pour valoriser cet exploit étant donné qu'il s'agit de la première fois qu'un club sportif de cette ville atteigne un palier aussi élevé de la compétition, ajoute-t-on.

La direction de cette formation attend avec impatience les retombées positives de cette initiative, à même de permettre à l'équipe «de voir le bout du

tunnel, vu la situation financière très délicate qu'elle traverse», selon le président de section, Abdelhak Zmalit Mef-tah, dans une déclaration à l'APS. Le MCOT est sérieusement menacé d'un retour rapide en Nationale 1 eu égard de son parcours négatif depuis le début de la saison en cours.

Ce parcours est justifié par ce même responsable par la préparation d'intersaison perturbée et l'échec de la direction à renforcer l'effectif par des joueurs d'expérience en raison de la crise financière qui secoue le club,

a-t-il dit. Les protégés de l'entraîneur Mohamed Belghit, plus que jamais sous pression, ont concédé, vendredi, leur cinquième défaite en Excellence, cette fois-ci en déplacement face à l'Olympique d'El-Oued (34-23). C'est la première fois que le nouveau promu perd avec un aussi large écart, de surcroît face au dernier au classement de la poule B.

Après cette défaite, les Oranais reculent à la dernière place avec un seul point, réalisant jusque-là un triste bilan d'un nul et cinq défaites.

## RUSSIE L'AMA recommande que l'Agence antidopage russe soit déclarée non conforme

Un comité indépendant de l'Agence mondiale antidopage (AMA) a recommandé vendredi de déclarer l'Agence russe antidopage (RUSADA) non conforme.

Le comité exécutif de l'AMA se réunira le 9 décembre à Paris, explique le communiqué de l'instance, et décidera de suspendre ou non l'agence russe.

Le Comité de révision de la conformité (CRC) a émis cette recommandation suite à des «incohérences» constatées dans les données récupérées par les enquêteurs de l'AMA auprès du laboratoire de Moscou.

En janvier 2019, la Russie avait transmis des données électroniques des contrôles à l'AMA, une condition que cette dernière avait posée pour lever la suspension du pays en septembre 2018.

La recommandation du CRC se base sur les données du service renseignements et enquêtes de l'Agence, basée à Montréal, qui avait annoncé fin octobre



avoir reçu de nouvelles réponses des autorités russes «à une liste de questions techniques détaillées».

«Ces questions ont permis à RUSADA et au ministère russe des Sports d'expliquer les incohérences, dans le cadre de la décision de l'AMA du 17 septembre 2019 d'ouvrir une procédure formelle

de conformité contre RUSADA», précise le communiqué.

Cette procédure pourrait engendrer de nouvelles sanctions contre la Russie, soupçonnée d'avoir falsifié les données électroniques de l'ancien laboratoire de Moscou, au cœur d'un scandale de dopage.

Le scandale avait été provoqué trois ans plus tôt par les révélations sur un système de dopage institutionnel ayant sévi en Russie entre 2011 et 2015. La semaine dernière, le chef de l'antidopage russe, Iouri Ganous, a dit s'attendre à ce que la Russie soit privée de compétitions olympiques en 2020 et 2022, dénonçant le rôle des autorités dans la falsification de données transmises à l'Agence mondiale antidopage.

## NON CONFORMITÉ DE L'AGENCE RUSSE ANTIDOPAGE : «La recommandation de l'AMA est conforme à la logique juridique»

Le président de l'Agence russe antidopage (Rusada) Iouri Ganous, a estimé que la recommandation de l'Agence mondiale antidopage (AMA) de déclarer non conforme son instance «est conforme à la logique juridique, comme prévu», dans une déclaration samedi à l'agence russe Interfax. La réaction du patron de la Rusada intervient au lendemain de la recommandation du Comité de révision de la conformité (CRC) de l'AMA, qui pourrait entraîner une suspension de la Russie pour les Jeux olympiques de To-

kyo-2020. «Rusada est jugée non conforme car la décision de conformité rendue en septembre 2018 était soumise à deux conditions.

Elles ont été remplies formellement mais pas correctement», a reconnu Ganous, qui s'attend à ce que le comité exécutif de l'AMA suive cette recommandation le 9 décembre. Ce jour-là, le comité exécutif se réunira à Paris afin d'évaluer la procédure en cours et de prendre d'éventuelles sanctions. Sanctions auxquelles devra alors se conformer la Comité international olympique (CIO). En

revanche, Ganous estime que «la qualité du travail de Rusada» n'est pas remise en cause. «C'est une décision purement technique... les conditions n'étaient pas remplies, mais ce n'était pas de notre ressort». Le Comité de révision de la conformité a émis cette recommandation à la suite d'«incohérences» constatées dans les données récupérées par les enquêteurs de l'AMA auprès du laboratoire de Moscou, au cœur d'un système de dopage entre 2011 et 2015. La Fédération russe d'athlétisme (Rusaf) doit par ailleurs se

réunir ce samedi pour choisir un nouveau président après la suspension par la Fédération internationale (World Athletics) de son patron actuel et de quatre autres dirigeants soupçonnés d'«obstruction à une enquête» visant le sauteur en hauteur Danil Ilyenko. La fédération internationale d'athlétisme (IAAF) a suspendu vendredi le processus de réintégration de la Russie, bannie depuis novembre 2015 des compétitions internationales d'athlétisme en raison de la mise en place de ce système de dopage institutionnel.

## PATINAGE ARTISTIQUE : La Russe Kostornaïa remporte le trophée NHK de Sapporo

La patineuse russe Alena Kostornaïa a remporté à 29 ans son premier trophée NHK, samedi à Sapporo, au Japon, se qualifiant ainsi la Finale du Grand Prix, prévue à Turin en décembre.

«Je veux produire des résultats dont je suis fière», lors de la Finale le mois prochain, s'est déjà projetée la jeune patineuse russe. Alena Kostornaïa, qui a conservé son avance confortable du

programme court, a parfaitement réalisé ses sauts lors du programme libre, obtenant une note globale de 240,00 points. Avec cette victoire, la deuxième de la saison pour Kostornaïa, les patineuses russes ont balayé les six tours du Grand Prix. La championne en titre japonaise Rika Kihira a pris la deuxième place, avec 231,84 points.

Le podium est complété par la cham-

pienne olympique et championne du monde en titre, la Russe Alina Zagitova, avec 217,99 points, malgré une quatrième place au programme court. Suite aux résultats de samedi, Kostornaïa, Kihira et Zagitova ont décroché leur place pour la Finale du Grand Prix, prévue à Turin (5-7 décembre), une compétition réunissant les meilleurs patineurs artistiques.

## COUPE DAVIS : L'Espagne en demies aux dépens de l'Argentine

L'Espagne, avec deux victoires remportées par Nadal en simple et en double, s'est qualifiée pour les demi-finales de la Coupe Davis en éliminant l'Argentine au terme d'un double haletant, dans la nuit de jeudi à vendredi à Madrid. Samedi soir en demi-finales, l'Espagne affrontera la Grande-Bretagne, qui a éliminé l'Allemagne 2-0 et n'a pas eu besoin de jouer le double.

Nadal et Marcel Granollers ont remporté le double face à Leonardo Mayer et Maximo Gonzalez 6-4, 4-6, 6-3 dans une Caja Magica en ébullition lors d'un match de 2h27.

Guido Pella avait remporté le premier simple pour l'Argentine aux dépens de Pablo Carreño 6-7 (3/7), 7-6 (7/4), 6-1. Nadal avait ensuite égalisé en dominant facilement Diego Schwartzman 6-1, 6-2.

## NBA : Kemba Walker (Boston), touché à la tête, sorti sur un brancard à Denver

Le meneur de Boston, Kemba Walker, a quitté prématurément le match de NBA contre Denver, après un choc subi à la nuque et à la tête, lors du 2e quart-temps, vendredi.

«Walker a été diagnostiqué avec des symptômes semblables à ceux d'une commotion cérébrale», ont annoncé quelques minutes plus tard les Celtics, ajoutant que leur joueur avait «été transporté à l'hôpital pour une évaluation plus poussée».

Sur une action défensive, Walker a heurté tête baissée le ventre de son coéquipier Semi Ojeleye, à un peu plus de trois minutes de la fin de la première période.

Le joueur de 29 ans s'est écroulé sur le parquet et est resté immobile pendant quelques minutes. Le personnel médical est ven lui poser une minerve avant de l'évacuer sur un brancard.

En voyant les images au ralenti, le public de Denver a grondé, comprenant la potentielle gravité de la blessure de Walker.

L'ancien meneur de Charlotte, dispute sa première saison avec les Celtics où il présente une moyenne de 22,2 points, 4,9 rebonds et 4,8 passes décisives en 14 matches.

## ESPAGNE : La greffe de foie d'Abidal a été «complètement légale», selon son avocat

«Il s'agit d'une transplantation complètement légale», a déclaré à la presse l'avocat du directeur sportif du FC Barcelone Eric Abidal vendredi, au sortir d'une audition concernant des suspicions d'irrégularités sur la greffe de foie subie par l'ancien international français en 2012.

L'ancien défenseur français (40 ans) a été entendu vendredi, en compagnie de l'ex-président du FC Barcelone Sandro Rosell, par le juge d'instruction N.28 de la Cité de la Justice de Barcelone, dans le cadre de l'enquête sur des irrégularités présumées autour de la greffe de foie qui l'avait sauvé d'une tumeur en 2012.

«Il s'agit d'une transplantation complètement légale, sans aucune suspicion d'irrégularité. Rien de plus», a déclaré maître Carles Monguilod, l'avocat de

l'ancien international français (67 sélections).

«Il n'y a aucune composante délictuelle qui fait que cette affaire doit rester ouverte une minute de plus», a-t-il clamé.

Juan José Castillo, l'employé du club identifié comme l'interlocuteur de Rosell dans la conversation téléphonique interceptée par la justice qui est à l'origine de cette enquête, a lui aussi été entendu.

«Le salarié du club s'est déjà expliqué. Il a dit qu'il avait tout inventé, dans le contexte d'une conversation futile et privée», a balayé l'avocat d'Abidal.

«Aujourd'hui, il est clair que monsieur Abidal a reçu un foie dans une opération totalement légale», a-t-il ajouté. Le donneur présumé du foie qui a sauvé Eric Abidal (atteint d'une tumeur au

foie) en avril 2012, son cousin Gérard Armand, a récemment subi un test ADN dans le cadre de cette enquête, pour déterminer si c'est bien son organe qui a été greffé à l'ancien joueur blaugrana.

«Je crois qu'il s'est passé quelque chose. J'espère qu'Eric n'a rien à voir avec cela», craignait le cousin du joueur dans un entretien accordé au média espagnol El Confidencial, publié lundi.

«Je suis celui qui a donné son foie», a-t-il clamé, niant avoir profité de cette transplantation de quelque manière.

«Quand j'ai lu que le foie qu'Eric avait reçu pouvait ne pas être le mien, je suis tombé des nues. Au début, j'ai ri. Je pensais, +mais qu'est-ce qu'ils racontent ?+, a détaillé Gérard Armand,



incrédule. L'enquête, ouverte en 2017 par l'Organisation nationale des greffes et par le parquet espagnol, qui estimaient «suspecte» la façon dont Eric Abidal aurait acquis cet organe en vue de la greffe, a été rouverte le 30 janvier dernier. Les doutes concernant un éventuel recours

à un trafic d'organe étaient nés après la mise sur écoute de l'ancien président du Barça, Sandro Rosell, qui aurait permis à la justice espagnole de mettre en évidence une implication du dirigeant barcelonais dans l'achat d'un foie illégal.

## LIGUE DES CHAMPIONS (PHASE DE POULES)/ WA CASABLANCA: "Nous visons les demi-finales" (Entraîneur)

Le WA Casablanca, l'un des adversaires de l'USM Alger en phase de poules de la Ligue des champions africaine de football, ambitionne d'atteindre les demi-finales de la compétition phare des clubs dont la première journée aura lieu fin novembre, selon son entraîneur serbe.

"Nous visons la demi-finale de la Ligue des champions africaine, mais pour cela, la chance est très importante.

Il y a d'autres équipes fortes qui rivaliseront avec nous pour remporter le titre cette année : Al Ahly, Espérance et TP Mazembe." a déclaré Zoran Manojlovic à la BBC Sport.

La phase de groupes de la compétition africaine de cette année débutera fin novembre avec une première sortie en déplacement pour affronter l'USM Alger au stade Mustapha Tchaker de Blida.

Dans l'autre match de groupe, les Sud-Africains de Mamelodi Sundowns seront opposés aux Angolais de Petro Atletico. Agé de 57 ans, le technicien serbe est à la tête des anciens champions d'Afrique depuis juillet, après avoir travaillé dans trois clubs angolais.

Il a pris les destinées du Wydad peu après la controversée finale de la Ligue des champions de l'an dernier, qui a été interrompue lors du match retour, le Wydad ayant protesté contre le fait que le VAR n'ait pas été utilisé pour contrôler un but accordé à l'Espérance de Tunis. L'équipe tunisienne s'est vu décerner le titre après que la Confédération Africaine de Football eut d'abord demandé que le match soit rejoué.

D'autre part, le coach serbe a estimé que le championnat marocain est l'un des meilleurs d'Afrique avec ceux de l'Algérie, la Tunisie et l'Égypte.

## LIGUE 1 RÉSERVES (11E JOURNÉE) :

### Résultats partiels et classement

Résultats partiels et classement à l'issue des matchs de la 11e journée du championnat de Ligue 1 de la catégorie des réserves, disputés samedi :

NC Magra - CABB Arréridj reporté  
CR Belouizdad - AS Ain-M'hila 2-1  
USM Bel-Abbès - CS Constantine 0-1  
Paradou AC - ES Sétif 1-1  
JS Kabylie - JS Saoura 0-1  
ASO Chlef - MC Alger 1-2  
US Biskra - USM Alger 2-2  
Dimanche :  
NA Hussein-Dey - MC Oran (15h00)

Classement :	Pts	J
1. JS Saoura	31	11
2. ES Sétif	27	11
3. Paradou AC	26	11
4. CS Constantine	21	11
5. ASO Chlef	17	11
--. MC Alger	17	11
7. MC Oran	15	10
8. CABB Arréridj	14	10
--. USM Alger	14	11
10. JS Kabylie	13	11
11. CR Belouizdad	11	11
12. USM Bel-Abbès	10	11
13. NA Hussein-Dey	9	10
--. US Biskra	9	11
15. NC Magra	4	10
16. AS Ain M'hila	1	11.

APS

## TOURNOI QUALIFICATIF DE LA CAN-2021 (U17) : L'Algérie pays organisateur du 20 au 30 juillet 2020 (UNAF)

L'Algérie a été désignée pour organiser le tournoi qualificatif (zone nord-africaine) à la Coupe d'Afrique des nations de football CAN-2021 de la catégorie des moins de 17 ans (U17), prévu du 20 au 30 juillet 2020, rapporte l'Union nord-africaine de football (UNAF) hier sur son site officiel.

Le vainqueur de ce tournoi se qualifiera pour la phase finale de la CAN, prévue au Maroc en 2021. Outre cette compétition, l'instance nord-africaine a confié à l'Algérie l'organisation d'un tournoi amical en novembre 2020, réservé aux U18 (natifs 2003), dans le cadre de la préparation des qualifications de la CAN-2023 des U20. Selon le programme d'activités de l'UNAF établi pour l'année 2020, le premier événement se déroulera en février prochain à Tunis, consacré aux dames, pour préparer les qualifications de la Coupe du monde 2020, suivi un mois plus tard (mars) par un tournoi des U20 (natifs 2001-2002) au Maroc, en vue des éliminatoires de la CAN 2021. L'évaluation des activités de l'UNAF au cours de l'année 2019 ainsi que le programme de 2020 et les différentes échéances des sélections nationales de la région, ont été au centre d'une réunion, te-



nue vendredi à Gammarth (banlieue nord), par les directeurs techniques des fédérations nationales de football, membres de l'Union.

Il a été souligné au cours de cette réunion présidée par

le secrétaire général de l'UNAF, Mahmoud Hammami, l'importance de poursuivre le travail consacré aux sélections des jeunes et au football féminin, afin de permettre à ces catégories de

progresser et de s'illustrer sur le plan continental et de participer aux compétitions internationales à travers le programmes de développement du football "FIFA Forward".

## LIGUE 1 FRANÇAISE (14E J) STADE BRESTOIS : Blessé, Belkebla forfait face à Nantes



Le milieu international algérien du Stade brestois Haris Belkebla, blessé à la cheville, a déclaré forfait pour la ré-

ception FC Nantes samedi soir (20h00), en match comptant pour la 14e journée du championnat de Ligue 1 française

de football, rapportent les médias locaux. Outre Belkebla, la formation de Brest (12e, 17 pts) devra également composer sans Lasne (cuisse), Battocchio (fatigue), Mayi (adducteurs), et Court (touché mercredi à l'entraînement). Ayant signé ses grands débuts avec l'équipe nationale jeudi 14 novembre, lors de l'écrasante victoire décrochée face à la Zambie au stade Mustapha-Tchaker de Blida (5-0), en ouverture des qualifications de la CAN-2021, Belkebla a fini par déclarer forfait pour le déplacement face à Botswana (victoire 1-0), lundi dernier à Gaborone. Retenu dans la liste des 23 joueurs pour la précédente CAN-2019, remportée par les Verts en Égypte, Belkebla a été écarté lors du stage effectué à Doha (Qatar), juste avant le début du tournoi, pour des raisons disciplinaires. Il a été remplacé par l'attaquant de Montpellier (France) Andy Delort.

## LIGUE 2: Anthar Yahia quitte l'US Orléans (club)

L'US Orléans et l'ancien international algérien Anthar Yahia, aujourd'hui ex-manager général du club, ont finalement trouvé un accord à l'amiable pour se séparer, a indiqué l'équipe de Ligue 2 française de football.

« Au regard de la situation sportive actuelle du club, et de la nécessité de pouvoir préparer les prochaines échéances sportives dans les meilleures conditions possible, notamment grâce à une synergie complète entre la direction et le staff technique du club, l'US Orléans et monsieur Anthar Yahia ont décidé de cesser leur collaboration avec effet immédiat » pouvait-on lire vendredi sur le site internet de l'USO.

Selon la presse locale, les négociations entre les deux

parties auront été longues et compliquées.

Le divorce avait été acté mardi dernier lors d'un conseil d'administration du club.

Les modalités de la séparation n'ont pas été divulguées, sinon qu'un accord à l'amiable a finalement été trouvé.

L'ancien capitaine de la sélection algérienne avait été nommé en décembre 2016 manager général en charge du domaine sportif à l'US Orléans, où évoluaient les deux anciens internationaux Karim Ziani et Essaid Belkalem.

Anthar Yahia (37) avait rejoint Orléans en tant que joueur en janvier 2016 en provenance d'Angers (Ligue 1, France). Il avait contribué à



l'accession de son équipe en Ligue deux.

A l'issue de la saison 2015-2016, le héros d'Oumdurman

avait décidé de mettre fin à sa carrière, qui l'a vu évoluer notamment en France et en Allemagne.

### L'Atletico veut offrir 40 millions pour Rakitic

La direction de l'Atletico Madrid est prête à passer à l'action pour recruter Ivan Rakitic, le milieu de terrain du FC Barcelone. Selon les informations de la chaîne Movistar, le club de la capitale est disposé à déboursier 40 millions d'euros afin d'attirer l'international croate de 31 ans, sous contrat jusqu'en juin 2021 avec les Blaugrana. En manque de temps de jeu au Camp Nou, le finaliste de la Coupe du monde 2018 n'a pas masqué son mal-être au sujet de sa situation avec le Barça.



### Willian attend un signe...

Willian a mis entre parenthèses ses envies de prolongation de contrat avec Chelsea. Le milieu de terrain international brésilien serait en effet dans l'attente de la concrétisation de ses contacts avec le FC Barcelone, selon Mundo Deportivo.

En fin de contrat en juin prochain, il sera libre de négocier avec n'importe quel autre club dès le 1er janvier. Les Blues lui auraient proposé un contrat de deux ans avec une autre année en option mais il réserve donc sa réponse.

Dans tous les cas, le Barça lui aurait affirmé qu'il ne l'engagera que s'il arrive libre...

## Sané sur le départ ?

Convoité par le Bayern Munich depuis presque un an maintenant, Leroy Sané pourrait bien quitter Manchester City l'été prochain. C'est ce que pensent en tout cas certains de ses coéquipiers.

Le milieu de terrain de Manchester City se remet actuellement d'une fracture du ligament croisé antérieur survenue en août dernier. Ce qui n'empêche pas la spéculation autour de l'avenir de l'international allemand convoité par le Bayern Munich. La blessure contractée par l'ailier des Citizens n'a pas dissuadé les dirigeants bavarois de recruter l'ancien joueur de Schalke 04. Bien au contraire.

Le Bayern est prêt à attendre l'été prochain lorsque Leroy Sané entrera dans la dernière année de son contrat et perdra automatiquement de sa valeur estimée à plus de cent millions d'euros. Le Daily Telegraph précise également que certains de ses coéquipiers sont persuadés de voir Sané quitter le club anglais l'été prochain. Pour le remplacer, Manchester City songerait à Mikel Oyarzabal de la Real Sociedad.



### Kalinic déjà de retour à l'Atletico Madrid ?

Prêté par l'Atletico Madrid à l'AS Rome durant le mercato estival, Nikola Kalinic risque de retourner plus rapidement que prévu en Espagne. Si l'on se réfère au Corriere dello Sport, l'attaquant croate n'a pas convaincu le club italien, qui songe à mettre fin au prêt du footballeur de 31 ans dès le mois de janvier. Le joueur passé par la Fiorentina et l'AC Milan n'a disputé que trois matches de Serie A, pour une seule titularisation, et n'a pas encore trouvé le chemin des filets.

## Le prix de Koulibaly fixé

En pleine crise, Naples prépare un grand ménage hivernal. Et pour régénérer leur effectif, les dirigeants napolitains seraient prêts à laisser filer leur défenseur central star Kalidou Koulibaly contre un chèque minimum de 85 millions d'euros, rapporte Il Mattino. Un montant qui pourrait être ensuite réinvesti dans le recrutement de plusieurs éléments. Aux prétendants de se manifester maintenant...



## Depay reste évasif sur son avenir

Annoncé dans le viseur de Tottenham ces derniers jours (voir ici), l'attaquant de l'Olympique Lyonnais Memphis Depay (25 ans, 14 matchs et 11 buts toutes compétitions cette saison) a balayé les rumeurs, lors d'un entretien accordé au média néerlandais Voetbal Primeur. En laissant toutefois la porte ouverte à un retour à l'avenir en Premier League.

"Je ne veux pas parler de ça. Je ne veux pas parler des rumeurs que je ne connais pas. Il faut les laisser de côté. Je suis concentré sur le fait de faire une bonne saison. (...) C'est une très belle compétition (la Premier League, ndr). Tout dépend du club qui est intéressé. J'appartiens à une équipe qui joue bien et qui peut jouer autour de moi pour pouvoir faire ce que je veux. Mais, je ne l'exclus pas", a lancé l'ancien de Manchester United.



## BLIDA : L'association Kafil El Yatim lance la campagne un «hiver chaud» au profit des orphelins

Une campagne de solidarité "hiver chaud" a été lancée, par l'association "Kafil El Yatim" de Blida, en vue de réunir des dons nécessaires pour la saison hivernale, au profit des orphelins et veuves de Blida et d'autres wilayas du sud du pays, a-t-on appris du chargé de la communication auprès de cette association caritative.

"Nous avons procédé le 18 du mois en cours au lancement de la 8eme édition de la campagne + hivers chaud+, visant à réunir différents dons en nature nécessités par les familles en cette saison, en vue de les offrir à des orphelins et veuves de Blida et d'autres wilayas du sud du pays", a indiqué à l'APS Tarek Latreche. Cette action caritative est soutenue par plusieurs réseaux sociaux et organes d'information, qui en font la promotion, parallèlement à des espaces commerciaux et autres places publiques, au niveau desquels les bienfaiteurs de la wilaya (entre industriels et citoyens) sont appelés à faire don de literie, habits chauds, appareils de chauffage, produits alimentaires et autres fournitures diverses destinées à combler les besoins ressentis par les familles déshéritées en cette saison de pluies, de froid et de neige, a-t-il déclaré.

A travers cette campagne, l'association caritative "Kafil El Yatim" vise à "couvrir les besoins des 8000 orphelins et 3.300 veuves de la wilaya de Blida, parrainés par elle, tout en envoyant l'excédent des dons vers des wilayas du sud", a fait savoir M.Latreche.

"Un grand espoir est fondé sur la générosité et l'esprit d'entraide et de solidarité légendaire des citoyens pour la réussite de cette campagne, visant l'ancrage des valeurs de fraternité et d'union entre les membres de la société", a-t-il, encore, observé.

L'édition précédente de cette campagne "a été un véritable succès", a-t-il, par ailleurs, soutenu, assurant "la collecte de dons considérables, ayant permis la prise en charge des orphelins de la wilaya, avec l'envoi de l'excédant à des familles d'Adrar, Ghardaïa, Reggane et Tebessa notamment", a informé le même responsable.

L'association "Kafil El Yatim" compte 19 sections à travers la wilaya de Blida, et organise régulièrement des campagnes de solidarité au profit des veuves et des orphelins, dont la distribution du couffin du Ramadan, d'habits de l'Aïd, et de fournitures scolaires, outre des sessions de formation, en tous genres, dédiées à cette catégorie sociale.

## ASSASSINAT D'UNE JOURNALISTE MALTAISE: Le suspect veut l'immunité

Le principal suspect dans l'enquête sur l'assassinat de la journaliste maltaise Daphne Caruana Galizia a demandé l'immunité en échange d'informations sur ce qu'il sait de l'affaire, ont déclaré samedi des sources proches du dossier.

Yorgen Fenech a demandé à bénéficier de l'immunité judiciaire samedi alors que la police maltaise continuait à l'interroger dans ses locaux sur son implication présumée dans l'assassinat.

Selon des sources policières, l'homme d'affaires s'est ensuite plaint de douleurs et a été transporté à l'hôpital pour y être soigné. Son état de santé n'était pas connu samedi.

L'intermédiaire présumé à l'origine de son arrestation, un chauffeur de taxi et usurier de 41 ans, identifié comme Melvin Theuma, a également été hospitalisé vendredi après s'être plaint de douleurs. Il a été transporté à l'hôpital, mais libéré quelques heures plus tard et ramené au quartier général de la police pour y être interrogé. Le suspect, Yorgen Fenech, a été arrêté mercredi sur son yacht alors qu'il tentait de fuir l'archipel méditerranéen.

Il est officiellement considéré comme une personne disposant d'informations sur l'affaire, même si certains médias et la famille de la journaliste le présentent comme un possible commanditaire du meurtre.

Il demande à présent l'immunité judiciaire ou une forme d'arrangement pour dire à la police ce qu'il sait sur le meurtre et peut-être impliquer d'autres personnes dans l'affaire.

La décision d'accepter ou non la requête appartient au Premier ministre



maltais Joseph Muscat. Ce dernier a déjà garanti l'immunité à Melvin Theuma, en échange d'informations vérifiées sur l'assassinat. Jusqu'à présent, les informations fournies ont satisfait les enquêteurs, ont déclaré les mêmes sources, citées par l'AFP. Daphne Caruana Galizia a été tuée dans l'explosion de sa voiture piégée le 16 octobre 2017.

Elle avait révélé certains des pans les plus sombres de la vie politique maltaise, accusant notamment le Premier ministre d'avoir fait de Malte une "île mafieuse".

## FRANCE: Manifestation pour dire «stop» aux violences envers les femmes



Des milliers de personnes défilent samedi en France pour dire "stop" aux violences envers les femmes.

A Paris, derrière la banderole de tête tenue par l'Union nationale des familles de féminicide (UNFF), plusieurs personnes portaient des pancartes affichant la photo de leur proche assassiné. Une trentaine de marches étaient également annoncées dans le reste de la France. "On pense que ça va être une marche historique", a déclaré avant la manifestation parisienne l'une des organisatrices, Caroline De Haas, convaincue que "le niveau de conscience (...) est en train de bouger de manière assez radicale".

Cette marche vise à peser sur le gouvernement, à deux jours de la clôture, lundi, d'une large consultation sur les violences conjugales lancée début septembre pour tenter d'enrayer ce fléau.

Le Premier ministre Edouard Philippe, accompagné d'une douzaine de membres du gouvernement, doit annoncer des mesures très attendues par

les associations. "Nous n'arrivons plus à compter les cas où les féminicides auraient pu être évités", affirment les organisatrices des cortèges de samedi dans un appel diffusé sur Facebook.

"Avec cette marche, nous ferons en sorte que les pouvoirs publics prennent enfin des mesures à la hauteur".

Depuis le début de 2019, au moins 116 femmes ont été tuées par leur conjoint ou ex-conjoint, selon un décompte et une étude au cas par cas menés par l'AFP. Sur toute l'année 2018, le chiffre avait atteint 121 femmes victimes, selon le ministère de l'Intérieur.

Quelle que 213.000 femmes majeures sont victimes chaque année de violences physiques et/ou sexuelles de la part leur conjoint ou ex-conjoint, soit près de 1% des femmes âgées de 18 à 75 ans, selon des données officielles.

L'an passé, près de 50.000 personnes s'étaient rassemblées dans toute la France, dont 30.000 à Paris selon les organisatrices (12.000 selon la police).

Près de 70 organisations, partis politiques, syndicats et associations mais également plusieurs personnalités ont appelé à se joindre au défilé.

Parmi elles, Vincent Trintignant - le frère de Marie, la comédienne tuée par le chanteur Bertrand Cantat en 2003.

Lundi, le gouvernement doit annoncer ou confirmer une quarantaine de mesures. La secrétaire d'Etat Marlène Schiappa et le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner ont ainsi présenté vendredi la "grille d'évaluation" qui doit servir aux forces de l'ordre pour mieux repérer les risques pesant sur les femmes victimes quand elles viennent se plaindre.

## UNIVERSITÉ: Oran: colloque international prochain sur l'éducation et la formation à l'ère du numérique

L'université d'Oran1 "Ahmed Benbella" abritera, les 24 et 25 novembre en cours, les travaux du 8e colloque international du réseau mondial des établissements de formations des formateurs portant sur le thème "L'éducation, la formation et la formation des formateurs à l'ère numérique et des nouvelles technologies de l'information et de la communication", a-t-on appris samedi du chargé de l'information et de la communication de cette Université.

Pas moins de 130 chercheurs et académiciens dont 50 chercheurs d'Europe, du Canada, d'Afrique et du Monde arabe et 80 chercheurs d'universités et Instituts nationaux, écoles supérieures et centres de recherche en Algérie prendront part à cette rencontre organisée par l'université Oran 1 en partenariat avec l'université de Montréal (Canada). De nombreuses instances en lien avec la thématique de ce colloque, à savoir la Chaire de l'Unesco de l'Education et autres institutions qui jouent un rôle majeur dans le do-

maine de l'éducation et de la formation participeront également à cette rencontre scientifique, a indiqué Laredj Morsli.

Les travaux de cette rencontre scientifique sont répartis entre interventions théoriques et ateliers, associant chercheurs, académiciens et experts algériens et étrangers pour échanger les expériences et travaux scientifiques sur la e-éducation et ses influences sur l'acte d'enseignement, ainsi que l'impact de la numérisation sur le système éducatif et la formation en Algérie, de même que l'innovation pédagogique dans l'enseignement fondamental.

Cette problématique, placée au centre d'intérêt de ce colloque international, se décline sur plusieurs axes dont ceux abordant, entre autres, "le système éducatif à l'ère du numérique", "la formation initiale et continue des enseignants", "l'innovation pédagogique et la comparaison des compétences", "les défis culturels dans le système éducatifs" et "le développement durable".

## MDN

### LUTTE ANTITERRORISTE: 4 bombes artisanales détruites à El Djelfa et Souk-Ahras

Quatre (4) bombes artisanales ont été découvertes et détruites vendredi au niveau d'El Djelfa et Souk-Ahras par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), indique samedi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'ANP ont découvert et détruit, le 22 novembre 2019, quatre bombes artisanales au niveau d'El Djelfa/1eRM et Souk-Ahras/5eRM, tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale ont arrêté à Biskra/4eRM, un individu et saisi 27 kilogrammes de substances explosives, 145 mètres de mèche explosive, des batteries, des téléphones portables et des câbles électriques", note la même source. Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité or-

ganisée, des éléments des Gardes-frontières "ont saisi, près de la bande frontalière à Tlemcen/2eRM, une quantité de kif traités s'élevant à 101 kilogrammes", alors que des éléments de la Gendarmerie nationale "ont saisi au niveau de Tiaret/2eRM et Bechar/3eRM, deux fusils de chasse sans papiers et une paire de jumelles". Dans le même contexte, des détachements de l'ANP "ont saisi, au niveau de Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar/6eRM et à El Oued/4eRM, un véhicule tout-terrain, 13 quintaux et 75 kilogrammes de denrées alimentaires, 1.200 litres carburants et 131 téléphones portables".

Par ailleurs, des éléments des Gardes-côtes "ont arrêté à El Kala/5eRM, deux plongeurs et saisi du matériel de pêche de corail".